

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3208

3 novembre 2014

### SOMMAIRE

AltaFund Invest VI S.à r.l. ....	153947	L.C.B.L. S.à r.l. ....	153984
AMB European Holding .....	153960	Limber Private S.A., société de gestion de patrimoine familial .....	153946
AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l. .	153960	Links Bidco S.à r.l. Propco 11 .....	153946
Apais Compta S.à r.l. ....	153948	Links Bidco S.à r.l. Propco 4 .....	153938
Arg Real Estate 7 S. à r.l. ....	153947	Links Bidco S.à r.l. Propco 6 .....	153939
Arthur Welter SCI .....	153981	L'Ounado Property S.A. ....	153943
Art & Pavés S.à r.l. ....	153941	Lux Direct PDI S.à r.l. ....	153984
Asuver S.A. ....	153949	Luxembourg Appalaches SICAR Feeder S.A. ....	153951
Autan Spf Sa .....	153944	P.N.G. (Luxembourg), S.à r.l. ....	153942
BCCS 2 Sàrl .....	153983	Responsible Technology S.A. ....	153941
Brixton 1 Sàrl .....	153982	Romitt Felte S.A. ....	153942
Brixton 3 Sàrl .....	153982	RSIPH .....	153943
Dalon S.C.S. ....	153948	Rudolph Cargo Sàrl .....	153940
Duca Belval S.à r.l. ....	153940	Silverston Holding S.A. ....	153938
EIG Sete Parent S.à r.l. ....	153983	Sim Consulting S.A. ....	153939
Emerald Advisory Services and Equity In- vestments S.A. ....	153938	Takko Luxembourg 2 S.C.A. ....	153950
Emerald First Layer "D" S.A. ....	153945	True Energy Solar S.A. ....	153982
Euro Real Estate S.A. ....	153944	Tundra Capital Management Fund .....	153949
Frontier S.A. ....	153984	Via Dimmi Si S.à r.l. ....	153940
FR Transport S.à r.l. ....	153943	Vollupro S.A. ....	153980
InConLux Innenausbau s.a. ....	153984	Volta Green LP s.à r.l. ....	153945
Inowatio S.à r.l. ....	153984	Zhang & Ni Sàrl .....	153950
Jet Financial Services .....	153951		
Kings Cross S.à r.l. ....	153938		

**Emerald Advisory Services and Equity Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 78.471.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150760/9.

(140171915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Kings Cross S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 111.551.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance de la Société tenue en date du 29 septembre 2014 que:

Le siège social de la Société a été transféré du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 29 septembre 2014.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150949/13.

(140172538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Links Bidco S.à r.l. Propco 4, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 175.455.

*Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2014:*

- Est nommé gérant de la société pour une période indéterminée Mons. Eric-Jan van de Laar, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Heike Kubica, avec effet au 30 septembre 2014.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Signatures

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014150981/15.

(140172297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Silverston Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 172.188.

**DISSOLUTION**

L'an deux mille quatorze, le treize août,

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu

Monsieur Christophe Delaune, administrateur de société, demeurant à 36A, Silverston Way, Stanmore, Middlesex HA7 4MN, Royaume Uni, né le 21 novembre 1969, à Le Havre (Seine-Maritime),

ici représentée par Maître Cédric Schirrer, Avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,  
en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 22 juillet 2014,

Laquelle procuration restera, après avoir été paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentaire, annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès qualité qu'il agit, a prié le notaire instrumentaire de documenter les déclarations suivantes:

- La société anonyme SILVERSTON HOLDING S.A., avec siège social à L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle, fut constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 octobre 2012, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2670 du 31 octobre 2012. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

- La société a actuellement un capital social de DEUX CENT MILLE EUROS (EUR 200.000,-) divisé en DEUX CENTS (200) actions de MILLE EUROS (EUR 1.000,-) chacune.

- Le comparant déclare que toutes les actions ont été réunies entre les mains d'un seul actionnaire, savoir le comparant prédésigné.

- L'actionnaire unique déclare procéder à la dissolution de la société SILVERSTON HOLDING S.A., prédésignée. Il assume la fonction de liquidateur.

- Il a pleine connaissance des statuts de la société et connaît parfaitement la situation financière de la société SILVERSTON HOLDING S.A.

- Il donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour leur mandat jusqu'à ce jour.

- Il reprend à sa charge en tant que liquidateur tout l'actif ainsi que le cas échéant l'apurement du passif connu ou inconnu de la société qui devra être terminé avant toute affectation quelconque de l'actif à sa personne en tant qu'actionnaire unique.

Sur base de ces faits, le notaire a constaté la dissolution de la société SILVERSTON HOLDING S.A., prédésignée.

Les livres et documents comptables de la société SILVERSTON HOLDING S.A., prédésignée demeureront conservés pendant cinq ans à L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. SCHIRRER, et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 août 2014. Relation: LAC/2014/39255. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145157/44.

(140164636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

#### **Links Bidco S.à r.l. Propco 6, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 175.453.

*Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2014:*

- Est nommé gérant de la société pour une période indéterminée Mons. Eric-Jan van de Laar, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Heike Kubica, avec effet au 30 septembre 2014.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Signatures

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014150983/15.

(140172295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

#### **Sim Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8530 Eil, 39, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 143.479.

#### **DISSOLUTION**

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

- Monsieur Maarten SMET, dirigeant de sociétés, demeurant à B-2960 Brecht, 58, Lage Vlier, Le comparant expose ce qui suit:

1) Il s'est rendu progressivement propriétaire de la totalité des actions de la société "SIM CONSULTING S.A.", avec siège social à L-8530 Eil, 39, rue Principale, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B143.479, constituée suivant acte du notaire notaire Emile SCHLESSER de Luxembourg en date du 4 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 26 du 7 janvier 2009, modifiée pour la dernière fois suivant

acte du notaire instrumentant en date du 13 juillet 2012, publié au dit Mémorial C, Numéro 2191 du 4 septembre 2012 et dont le capital social est fixé à TRENTE-DEUX MILLE EUROS (32.000.- €), représenté par MILLE (1.000) actions avec une valeur nominale de TRENTE-DEUX EUROS (32.- €) chacune, entièrement libérées.

2) L'activité de la Société a cessé.

3) Siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société, il prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

4) Il se désigne comme liquidateur de la Société, et en cette qualité, requiert le notaire d'acter que tout le passif de la Société est réglé tandis que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné et qu'enfin, par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et donc non encore payés, il assume irrévocablement l'obligation de les payer de sorte que tout le passif de la Société est réglé.

5) L'actif restant est attribué à l'actionnaire unique.

6) La liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

7) Décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société.

8) Les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans à L-8530 ELL, 39, rue Principale.

9) Déclaration que, conformément à la loi du 12 novembre 2004, l'actionnaire actuel est le bénéficiaire économique de l'opération.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: SMET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 septembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 41445. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145159/42.

(140164989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

**Rudolph Cargo Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5650 Mondorf-les-Bains, 39, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 69.708.

Le bilan arrêté au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151180/10.

(140172173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Duca Belval S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,  
(anc. Via Dimmi Si S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 14, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 161.906.

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept août.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

DS Luxembourg S.A., société anonyme, avec siège social à L-5280 Sandweiler, Z.I. Rolach, RCS Luxembourg B 136727, ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Vito LEOCI, né à Luxembourg, le 12 juin 1962, demeurant à L-5334 Moutfort, 6A, Um Kinert.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Niederkorn sous la dénomination de VIA DIMMI SI S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 161906, (ci-après «la Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 28 juin 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1978 du 27 août 2011.

II. L'associée a requis le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associée décide de changer la dénomination de la société en DUCA BELVAL S.à r.l.

*Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède, l'article trois des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 3.** La société prend la dénomination de «DUCA BELVAL S.à r.l.»»

*Troisième résolution*

L'associée décide de transférer le siège social de la Société à L-4361 Esch-sur-Alzette, 14, avenue du Rock'n Roll.

*Quatrième résolution*

En conséquence l'article 4 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 4.** Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette.»

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé ensemble avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. LEOCI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 août 2014. Relation: LAC/2014/40333. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145212/37.

(140164515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

**Responsible Technology S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 149.064.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014151184/10.

(140172142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Art & Pavés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4149 Schifflange, 70, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 108.871.

L'an deux mil quatorze, le quatorze Juillet.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- La société à responsabilité limitée «SOPINOR S.à r.l.», avec siège social à L-4149 Schifflange, Zone Industrielle Um Monkeler, (R.C.S.L. B 86.593), représentée par son gérant Monsieur Orlando Pinto, gérant de sociétés, demeurant à L-3249 Bettembourg, 48, rue Président J-F Kennedy, propriétaire de soixante-quinze (75) parts sociales;

2.- Madame Maria Fernandes Pinto, gérante de société, demeurant à L-3249 Bettembourg, 48, rue Président J-F Kennedy, propriétaire de vingt-cinq (25) parts sociales.

Lesquels comparants sont les seuls et uniques associés (les «Associés») représentant l'intégralité du capital social, de la société à responsabilité limitée "ART & PAVES S.à r.l." avec siège social à L-3220 Bettembourg 55, rue Auguste Collart, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 juin 2005, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1119 du 29 octobre 2005,

immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 108.871 (la «Société»).

Les Associés, représentant l'intégralité du capital social, ont ensuite requis le notaire d'acter l'unique résolution suivante:

153942

*Unique résolution:*

Les Associés transfèrent le siège social vers Zone Industrielle Um Monkeler, 70, rue Romain Fandel L-4149 Schifflange, et en conséquence modifient le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2. (1<sup>er</sup> alinéa).** Le siège de la société est établi dans la Commune de Schifflange.»

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement sept cent cinquante euros (750,-EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: O.PINTO, M.F.PINTO, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33228. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

*Le Receveur (signé):* Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 29 août 2014.

Référence de publication: 2014145350/38.

(140166034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

---

**Romitt Felte S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 168.877.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014151188/10.

(140172109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

---

**P.N.G. (Luxembourg), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.394,68.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 68.027.

L'an deux mil quatorze, le quatre septembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

**ONT COMPARU:**

1. Monsieur Philippe NORMAND, demeurant à B-1380 Lasne, 14, avenue B. de Changy,
2. Madame Catherine VAN DE WOUWER, demeurant à B-1380 Lasne, 14, avenue B. de Changy.

Les deux ici représentés par Aline Dalenconte, demeurant professionnellement à Luxembourg,

En vertu de deux procurations sous seing privé.

Les procurations signées "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- qu'ils sont les seuls associés actuels de P.N.G. (Luxembourg) S. à. r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves, enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68.027 (la Société), constituée suivant acte reçu par Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage, en date du 5 janvier 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 211 du 26 mars 1999.

Ensuite, les Associés, représentant l'intégralité du capital, ont requis le notaire soussigné de constater la résolution suivante:

*Résolution unique*

Les Associés décident de transférer le siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain de sorte que la première phrase de l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bertrange.»

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document a été lu au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: A. DALENCONTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42096. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145683/39.

(140165983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

---

**RSIPH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9749 Fischbach, 7, Z.I. Giällewee.

R.C.S. Luxembourg B 179.210.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 30/09/2014.

Référence de publication: 2014151192/10.

(140172577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

---

**L'Ounado Property S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 115.840.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150970/10.

(140172630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

---

**FR Transport S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3328 Crauthem, 49, rue de Weiler.

R.C.S. Luxembourg B 151.975.

*Assemblée Générale Extraordinaire du 15 septembre 2014*

*Ordre du jour:*

1. Cession de parts
2. Nomination d'un deuxième gérant technique

*Résolutions prises:*

*Les associés:*

1) Madame Luisa Margarida FERNANDES DA SILVA, employée de bureau, née à Coimbra (Portugal), le 14 février 1979, demeurant L-3328 Crauthem, 49, rue de Weiler (76 parts sociales);

2) Monsieur Joaquim MARTINS DA CONCEICAO ROSA, chauffeur poids lourds, né à Figueiro (Portugal), le 30 avril 1974, demeurant à L-3328 Crauthem, 49, rue de Weiler (24 parts sociales);

de la société à responsabilité limitée FR TRANSPORT, ayant son siège social à L-3328 Crauthem, 49, rue de Weiler,  
Ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

Madame Luisa Margarida FERNANDES DA SILVA propriétaire de 76 parts de la société à responsabilité limitée FR TRANSPORT, établie et ayant son siège social à Crauthem;

Madame Luisa Margarida FERNANDES DA SILVA cède et transporte, sous les garanties ordinaires et de droit à Monsieur Joaquim MARTINS DA CONCEICAO ROSA, qui accepte, 26 parts de la société dont s'agit.

Après la cession mentionnée ci-dessus (première résolution), le capital social de la société FR TRANSPORT, S.à r.l., représenté par cent (100) parts sociales, est répartie comme suit:

Madame Luisa Margarida FERNANDES DA SILVA .....	50 parts sociales
Monsieur Joaquim MARTINS DA CONCEICAO ROSA .....	50 parts sociales
Total cent parts sociales .....	100 parts sociales

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix nominal des parts, montant que Madame Luisa Margarida FERNANDES DA SILVA reconnaît avoir reçu et en donnant quittance.

*Deuxième résolution:*

La société prend connaissance de la nomination d'un nouveau gérant technique en la personne de Monsieur Joaquim MARTINS DA CONCEICAO ROSA, chauffeur poids lourds, né à Figueiro (Portugal), le 30 avril 1974, demeurant à L-3328 Crauthem, 49, rue de Weiler avec effet au 15 septembre 2014.

Fait à Crauthem, le 15 septembre 2014, en 2 exemplaires.

Luisa Margarida FERNANDES DA SILVA / Joaquim MARTINS DA CONCEICAO ROSA

Associée / Nouveau gérant technique entrant

Référence de publication: 2014150826/38.

(140172034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Autan Spf Sa, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 131.866.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 21 août 2014*

Il est à noter que Monsieur Jean-Pierre VIAL, administrateur est décédé depuis le 14 avril 2013.

**NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR EN REMPLACEMENT DE L'ADMINISTRATEUR DECEDE**

Madame Annick VANDENHELSEN, née le 25/04/1954 à Seclin (France), demeurant route de l'église 1, F-91830 Le Coudray-Montceau (Essonne) pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2017.

**NOMINATION D'UN PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Madame Annick VANDENHELSEN, née le 25/04/1954 à Seclin (France), demeurant route de l'église 1, F-91830 Le Coudray-Montceau (Essonne). Le mandat du Président du conseil d'administration ainsi nommé prendra fin en l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150548/18.

(140172635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Euro Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.374.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement à Pétange le 6 septembre 2013.*

L'assemblée a décidé de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Pascal Wagner pour une durée de six ans jusqu'au 5 septembre 2019.

L'assemblée a décidé de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Renée Wagner Klein pour une durée de six ans jusqu'au 5 septembre 2019.

L'assemblée a décidé de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Myriam Mathieu pour une durée de six ans jusqu'au 5 septembre 2019.

L'assemblée a décidé de renouveler le mandat d'administrateur délégué de Monsieur Pascal Wagner pour une durée de six ans jusqu'au 5 septembre 2019.

De renouveler le mandat de commissaire aux comptes de «Société de Gestion Internationale S.à.r.l.» pour une durée de six ans jusqu'au 5 septembre 2019.



*Administrateur délégué:*

Monsieur Pascal WAGNER, comptable  
Demeurant professionnellement  
L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg

*Administrateurs:*

Madame Renée WAGNER-KLEIN, employée privée  
Demeurant professionnellement  
L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg  
Madame Myriam MATHIEU, employée privée  
Demeurant professionnellement  
L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg  
Monsieur Pascal WAGNER, comptable  
Demeurant professionnellement  
L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg

*Commissaire aux comptes:*

SOCIETE DE GESTION INTERNATIONALE S.A.R.L.  
L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg

Pétange, le 6 septembre 2013.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2014150777/38.

(140172190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

---

**Emerald First Layer "D" S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 83.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150761/9.

(140171913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

---

**Volta Green LP s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof, 3, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 159.324.

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire**Composition de l'Assemblée:*

Sont présents tous les actionnaires, à savoir:

Monsieur Albert PAPA .....	27 parts, liquidateur et président
Madame Lucie DEREYMAEKER .....	23 parts, commissaire à la liquidation, et secrétaire
Monsieur Philippe LAMBERT .....	24 parts, liquidateur
Madame Fabienne GUILLAUME .....	26 parts

*Exposé du président:*

Monsieur le président expose que:

- La présente assemblée a pour ordre du jour:

- \* Présentation du rapport des liquidateurs
- \* Présentation du rapport du commissaire à la liquidation
- \* Calcul et paiement du boni de liquidation
- \* Archivage des documents comptables et légaux de la société

- Que tous les actionnaires ont eu connaissance de cet ordre du jour et ont consentis à se réunir pour en délibérer.

- Que toutes les actions étant représentées, il ne doit pas être justifié de l'accomplissement des formalités de convocation.

- Que chaque action donne droit à une voix sous réserves des restrictions légales.

*Constatation de la validité de l'assemblée*

Tous les faits exposés par le président sont vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée.  
Celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur son ordre du jour.

*Délibérations*

L'assemblée aborde l'ordre du jour:

- L'assemblée générale approuve à l'unanimité le rapport des liquidateurs.
  - L'assemblée générale approuve à l'unanimité le rapport du commissaire à la liquidation.
  - Les actionnaires approuvent les comptes.
  - Les actionnaires donnent déchargent aux liquidateurs.
  - Les pièces comptables de VOLTA GREEN LP Sarl seront stockées 5 années chez M. PAPA Albert 31 rue Michel Rodange L- 4660 DIFFERDANGE.
  - La clôture de la liquidation de la société est alors prononcée, et la société VOLTA GREEN LP est dissoute.
- L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16 Heures, après lecture et approbation du présent procès-verbal signé par les actionnaires présents.

À WINDHOF, le 26/09/2014.

Lucie DEREYMAEKER / Albert PAPA / Philippe LAMBERT / Fabienne GUILLAUME  
*La Secrétaire / Le Président / - / -*

Référence de publication: 2014150521/42.

(140171362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

**Links Bidco S.à r.l. Propco 11, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 175.460.

*Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2014:*

- Est nommé gérant de la société pour une période indéterminée Mons. Eric-Jan van de Laar, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Heike Kubica, avec effet au 30 septembre 2014.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Signatures  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2014150977/15.

(140172422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Limber Private S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 157.002.

L'an deux mille quatorze, le douze septembre

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signée.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme, société de gestion de patrimoine familial «LIMBER PRIVATE S.A., société de gestion de patrimoine familial», ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 42, Rue de la Vallée, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B numéro 157.002, initialement constituée sous la forme d'une société du droit panaméen, dont le siège social a été transféré au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem en date du 19 novembre 2010, publié au Mémorial C n°22 du 06 janvier 2011,

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Anthony THILLMANY, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Le président désigne comme secrétaire et scrutatrice Madame Michèle SENSI, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette,

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Dissolution et liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur de la société et fixation de ses pouvoirs
3. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur la société à responsabilité limitée «MAYFAIR TRUST S.à.r.l.» ayant son siège social à L-7257 Walferdange, 2, Millewee, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B112.769.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus larges pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 à 148 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: THILLMANY, SENSI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15/09/2014. Relation: EAC/2014/12280. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16/09/2014.

Référence de publication: 2014144243/49.

(140164090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Arg Real Estate 7 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 183.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.518.

En date du 29 Août 2014, les associés ont pris acte de la démission de Philipp Voswinkel de son poste de gérant A avec effet au 29 Août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014149275/13.

(140170910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

**AltaFund Invest VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 162.494.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 25 septembre 2014 les décisions suivantes:

- accepter la démission de Mme Véronique Gillet en tant que gérant de la Société avec effet immédiat;

- nommer M. Antonello De Filippo, né le 11 février 1976 à Isernia, Italie, ayant pour adresse professionnelle 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- reconnaître que le conseil de gérance est dès lors constitué de:

- \* M. Antonello De Filippo;
- \* M. Yvon Lauret; et
- \* M. Laurian Douin.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149263/19.

(140170727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

**Dalon S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 190.453.

*Auszug auf Grundlage von Artikel 6 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften*

Name der Gesellschaft: DALON S.C.S

Rechtsform: Kommanditgesellschaft

Name des Gesellschafters mit unbeschränkte Verantwortung: Veron Management S.à r.l.

Zweck der Gesellschaft:

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Anteilen und Beteiligungen in jeder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, der Kauf von jeglichen Wertpapieren und Rechten durch Beteiligung, Einlagen, Zeichnung, Kauf oder Kaufoption, Verhandlung oder auf sonst eine Art sowie der Kauf von Patenten und Lizenzen, oder von sonstigen Eigentümern, Rechten und Interessen, die die Gesellschaft als angemessen erachtet und im Allgemeinen diese zu verwalten, entwickeln, verkaufen oder veräußern, ganz oder teilweise für den Zweck den die Gesellschaft als angemessen erachtet, und insbesondere für Aktien oder Wertpapiere von Unternehmen die diese kaufen, die Beteiligung, die Unterstützung in und von finanziellen, kommerziellen oder sonstigen Transaktionen, und jeder Holding Gesellschaft, Tochtergesellschaft, in der sie ein direktes oder indirektes finanzielles Interesse hat, jegliche Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse und Garantien zu geben, Geld zu leihen und zu verleihen, gleich in welcher Art und die Rückzahlung von dem geliehen Geld zu sichern, in Luxemburg oder im Ausland, direkt oder indirekt, jegliche unbeweglichen Güter zu kaufen, diese Käufe zu finanzieren und andere Unternehmen oder Rechtspersonen zu gründen, kaufen, finanzieren und/oder zu verwalten und ebenfalls die so gekauften unbeweglichen Güter zu verwalten und/oder zu entwickeln und schließlich alle Operationen, die direkt oder indirekt zu der Förderung dieser Zweckerfüllung beitragen.

Sitz der Gesellschaft: 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Name der Verwaltungsbehörde: Veron Management S.à r.l. (Komplementärin)

Macht der Geschäftsführung: Die Gesellschaft ist durch die Einzelunterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, bei mehreren Geschäftsführern, durch die Einzelunterschrift eines Geschäftsführers gebunden.

Gründungsdatum: 24. September 2014

Dauer der Gesellschaft: Unbeschränkt

Référence de publication: 2014149398/32.

(140169659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

**Apais Compta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-3835 Schifflange, 39, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.657.

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept août.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Frédéric CAPAR, demeurant à F-57390 Audun-le-Tiche, 5, Impasse Terres Rouges.

2. Madame Alexandra LUSATTI-DERDA, demeurant à F-57390 Audun-le-Tiche, 6, rue Robert Kruger.

Les associés ont requis le notaire instrumentaire d'acter de ce qui suit:

- Qu'ils sont les seuls associés actuels de Alter Compta S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social 39 route d'Esch, L-3835 Schifflange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro

B 144 657, constituée suivant acte reçu par Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage, en date du 2 février 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 494 du 6 mars 2009.

- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Changement de dénomination sociale
2. Modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts

Ces faits exposés et reconnus exacts par les associés, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la société en «APAI COMPTA S.à r.l.»

*Seconde résolution:*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, il est décidé de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>.** «La Société prend la dénomination sociale de «APAI COMPTA S.à r.l.».

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 1.200.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. CAPAR, A. LUSATTI-DERDA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 août 2014. Relation: LAC/2014/40339. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144602/40.

(140164844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

**Tundra Capital Management Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.254.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2014.

*Pour TUNDRA CAPITAL MANAGEMENT FUND*

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

*Agent Domiciliataire*

Référence de publication: 2014149184/13.

(140169963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Asuver S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 81.000.

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ASUVER S.A. (ci-après «la Société»), société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 81.000, constituée par acte reçu par Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 6 mars 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 864 du 10 octobre 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas Léonard, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président a nommé en qualité de secrétaire et l'assemblée a désigné comme scrutateur Madame Aline Dalenconte, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président requiert le notaire d'acter ce que:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain et modification afférente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.

2. Divers.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

*Résolution unique*

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain de sorte que le deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bertrange.»

*Estimation des frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge relativement au présent acte ont été estimés à environ EUR 700.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: N. LÉONARD, A. DALENCONTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42088. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145352/46.

(140165943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

---

**Takko Luxembourg 2 S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 175.630.

Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151252/9.

(140172569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

---

**Zhang & Ni Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8361 Goetzingen, 1, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 182.964.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1.- Xinhua ZHANG, restaurateur, né à Zhejiang (Chine) le 2 avril 1958, demeurant à L-8361 Goetzingen, 1, rue Principale.

2.- Xianbo NI, cuisinier, né à Zhejiang (Chine) le 20 juin 1975, demeurant à L-8361 Goetzingen, 1, rue Principale.

Les comparants requièrent le notaire d'acter ce qui suit:

- La société à responsabilité limitée ZHANG & NI SARL, avec siège social à L-8361 Goetzingen, 1, rue Principale, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 182 964 a été constituée suivant acte Frank MOLITOR de Luxembourg en date du 10 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 292 du 31 janvier 2014.

- Son capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500.-) euros, représenté par cent (100) parts de cent vingt-cinq (125.-) euros chacune.

- Les comparants sont propriétaires des cent (100) parts de ladite Société et ont décidé de dissoudre et de liquider la Société, celle-ci ayant cessé toute activité.

- Par la présente, ils prononcent en conséquence la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

- Les associés déclarent avoir réglé tout le passif de la Société et avoir transféré tous les actifs à leur profit.

Les associés se trouvent donc investi de tous les éléments actifs de la Société et répondront personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société, même inconnus à l'heure actuelle.

Ils reconnaissent avoir été informés par le notaire sur la portée de cela et déclarent persister dans leur intention.

Ils régleront également les frais des présentes.

- Partant, la liquidation de la Société est achevée et la Société est à considérer comme définitivement liquidée.

- Décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exécution de leur mandat.

- Les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq (5) ans au domicile privé des comparants.

#### *Déclaration*

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que la société ne se livre pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Zhang, Ni et Molitor.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42711. Reçu soixante-quinze euros 75,00.

*Le Receveur (signé): Thill.*

Référence de publication: 2014149216/46.

(140169436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

#### **Jet Financial Services, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 171.837.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

Référence de publication: 2014151621/10.

(140173129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

#### **Luxembourg Appalaches SICAR Feeder S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 191.298.

#### STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of October,

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared the following:

(1) BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, whose registered office is at 12, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

represented by Pierre Buisseret, residing professionally at 12, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 10<sup>th</sup> October 2014 and initialled “ne varietur” which shall remain attached to these minutes in order to be registered with these;

(2) CORPORATION FINANCIÈRE BDG & ASSOCIÉS, a company incorporated under the laws of Canada, whose registered office is at 244, rue St-Jacques Ouest, Bureau, 51 Montréal (Québec) H2Y 1L9,

also represented by Pierre Buisseret, residing professionally at 12, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 10<sup>th</sup> October 2014 and initialled “ne varietur” which shall remain attached to these minutes in order to be registered with these;

who have requested the undersigned notary to draw up as follows the deed of formation of a Luxembourg corporation which they hereby form among themselves and of which they have agreed the articles of incorporation (the "Articles") as follows:

**Art. 1. Definitions.** Capitalised terms which are not defined in these Articles shall have the meaning given to it in the private placement memorandum issued by the Company as amended and/or supplemented from time to time, together with the appendix(ces) in relation to the Company (the “PPM”).

**Art. 2. Denomination.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque - SICAR) established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”), in specific the law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital, as amended (the “SICAR Law”), the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”) and the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”), under the name of “Luxembourg Appalaches SICAR Feeder S.A.” (the “Company”). The Company is further governed by these Articles and the PPM.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

However, the Board will have the authority to establish compartments (each a “Compartment”, together the “Compartments”) for a limited or unlimited duration, as specified for each Compartment in the PPM.

**Art. 4. Object.** The exclusive object of the Company is to generate revenue by investing substantially all of its assets directly or indirectly in other investment vehicles (including but not limited to limited partnerships, undertakings for collective investments, joint ventures, etc.), in private equity and venture capital investments worldwide.

Investments by the Company will consist of risk capital or risk capital related investments in accordance with article 1 of the SICAR Law and Circular 06/241 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

The investment objectives and policies per Compartment shall be determined by the board of directors of the Company (“the Board”) pursuant to Article 16 hereof and shall be disclosed for the Company in the PPM as issued by the Board from time to time.

The Company qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”).

In order to raise funds to pursue its investment policy, the Company will issue shares to institutional, professional or well-informed investors (investisseurs avertis) pursuant to article 2 of the SICAR Law (the “Well-Informed Investors”). According to such article 2 of the SICAR Law, a well-informed investor shall be an institutional investor, a professional investor or any other investor who meets the following conditions: 1) he has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor and 2) he invests a minimum of 125,000 Euro in the company, or 3) he has been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in risk capital. The conditions set forth in this article 2 of the SICAR Law do not apply to directors and other persons taking part in the management of the Company.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law, the 1915 Law and the AIFM Law.

**Art. 5. Registered office.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that, in the view of the Board, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the



registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Directors.

**Art. 6. Share capital - Shares - Classes of shares.** The share capital of the Company shall be represented by shares (the “Shares”) without par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 23.

In accordance with article 4 of the SICAR Law, the subscribed share capital of the Company, increased by the share premium, if any, may not be less than one million Euro (EUR 1,000,000.-) and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a SICAR under the SICAR Law.

A separate portfolio of assets is maintained for each Compartment and is invested in accordance with the investment objectives applicable to the relevant Compartment, as described in the PPM.

Shares of the relevant Compartment may be divided into classes (a “Class” and collectively, the “Classes”), which may differ, in respect of such special features, as the Board may decide. The Board has the authority to create new classes of Shares. The Board shall decide if and from what date Shares of any such Classes shall be offered for sale and on what terms and conditions such Shares shall be issued.

The Company constitutes one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for the liabilities attributable to it in accordance with article 3(5) of the SICAR Law. Among the holders of Shares (the “Shareholders”), each portfolio of assets relative to a particular Compartment shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Class or Classes of Shares in the relevant Compartment in accordance with article 3(5) of the SICAR Law.

The Share capital of the Company shall be represented as follows:

(i) “Ordinary Shares”: any shares other than the Beneficiary Share and which have been or will be subscribed by Well-Informed Investors, as more fully described in the PPM;

(ii) “Beneficiary Share”: one (1) share other than Ordinary Shares and which shall be reserved to Corporation Financière BDG et Associés in accordance with the PPM.

Investors may commit to subscribe for Ordinary Shares in a Compartment during the Initial Offer Period by completing a Subscription Agreement and delivering it to the Company.

The Ordinary Shares to be issued in relation to a Compartment may, as the Board shall determine, be of different classes, so as to correspond to (i) a specific sales and redemption charges structure and/or (ii) a specific management or advisory fee structure and/or (iii) different distribution, shareholder servicing or other fees and/or (iv) different types of targeted investors and/or (v) such features as may be determined by the Board from time to time and the transfer of which may include in particular, to the extent permitted by law, the prior consent of the Board. In addition, the Board may impose ownership limitations in relation to Shares.

The proceeds of the issue of each class of Shares shall be invested pursuant to the investment policy determined by the Board and subject to the risk diversification rules provided by the PPM.

The holder of the Beneficiary Share shall be entitled to submit to the annual general meeting of Shareholders a list of candidates for election to the Board.

The rights attached to the Beneficiary Share may not be amended without the consent of the holder of the Beneficiary Share.

The base currency of the Company, which for the avoidance of doubt is the consolidated currency of the Company, shall be Canadian Dollar (“CAD”). The base currency of all Compartments shall be CAD.

**Art. 7. Form of shares.** Share(s) will be issued in registered form only and registered in the register of shareholders.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders, in respect of registered shares as per their bank accounts details provided by the Shareholders to the Board.

All issued Shares of the Company shall be inscribed in the register of Shareholders (the “Register of Shareholders”), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each Shareholder, his residence or elected domicile (and in the case of joint holders the first named joint holder’s address only) so far as notified to the Company and the number of Shares held by him.

The directors (or a registrar acting on the directors’ behalf) shall be responsible under Luxembourg law for the maintenance of the Register of Shareholders.

Transfer of Shares shall be effected by inscription of the transfer by the Company in the Register of Shareholders upon delivery of instruments and preconditions of transfer satisfactory to the Company.

Every registered Shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares (the joint holding of Shares being limited to a maximum of two (2) persons) only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

**Art. 8. Restrictions on shareholding.** The Board may, accept or reject an investor's offer to subscribe for or purchase of Ordinary Shares in whole or in part for any or for no reason. The Company may also reject any subscription from or purchase by any investor that does not satisfy the Company's requirement in connexion with "know-your-client" checks, as required under Luxembourg Law.

For the avoidance of doubt, Shares shall at all times be held by Well-Informed Investors only in accordance with the SICAR Law.

The Board shall further have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company or no Shares of any Class are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority having jurisdiction over the Company or the sale of the Shares or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation, suffering any other pecuniary disadvantage of a tax, legal or financial nature, or being subject to any regulatory burden which the Company might not otherwise have incurred or suffered or to which the Company might not otherwise have been subject or (c) any person that violates the trading policy of the Company, which policy is meant to protect against both potential disruptions in portfolio management and increased expenses (each such person in sub-clauses (a) through (c) above, a "Prohibited Person").

In addition to the foregoing, the Board may determine to restrict the subscription, conversion or purchase of Shares when it is in the interest of the Company and/or its Shareholders to do so, including when the Company or any Class reaches a size that could impact the ability to invest in the underlying investment of the Company or the relevant Class.

**Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.** Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company regardless of the Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, in accordance with the 1915 Law.

**Art. 10. General meetings.** The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the fourth Tuesday in June of each year at 11.00 a.m. The first annual general meeting of Shareholders will be held on 13<sup>th</sup> April 2016 by the latest. If such day is not a business day ("Business Day") (being a day on which the banks in Luxembourg are open for business) in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Shareholders of any Class or any Compartment may hold, at any time as convened by the Board, general meetings to decide on any matters which relates exclusively to such Class or Compartment.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified by the Directors in the respective notices of meeting.

**Art. 11. Quorum and votes.** Unless otherwise provided herein, the quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the general meetings of Shareholders of the Company.

In the event of any vote (other than on issues reserved for the holder of the Beneficiary Share), all Shares will be entitled to vote and each Shareholder will be able to cast one vote for each Share held.

All Shareholders will be entitled to vote in respect of the matters identified in these Articles of Incorporation or in the 1915 Law including the right to vote in respect of approval of annual accounts, amendment of these Articles and the liquidation of the Company.

As long as the share capital is divided into different Classes of Shares, the rights attached to the Shares of any Class (unless otherwise provided by the terms of issue of the Shares of that Class) may, whether or not the Company is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the Shares of that Class by a majority of two-thirds of the votes cast at such separate general meeting.

To every such separate meeting the provisions of these Articles relating to general meetings shall *mutatis mutandis* apply, but so that the minimum necessary quorum at every such separate general meeting shall be holders of the Shares of the Class in question present in person or by proxy holding not less than one-half of the issued Shares of that Class (or, if at any adjourned Class meeting of such holders a quorum as defined above is not present, any one person present holding Shares of the Class in question or his proxy shall be a quorum). A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

**Art. 12. Convening notice.** Shareholders shall meet upon call by the Board, pursuant to notice setting forth the agenda, sent at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the Register of Shareholders.

**Art. 13. Directors.** The Company shall be managed by the Board composed of at least three (3) directors who need not be Shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

The appointment of the Directors shall be submitted to the CSSF. The appointment shall only take effect upon written approval of the CSSF.

The holder of the Beneficiary Share shall be entitled to submit to the annual general meeting of shareholders a list of candidates for election to the Board.

All directors will have to be elected from such list. The list of candidates shall contain at least twice as many names as the number of directors to be elected. Such list shall be made available to the shareholders at least eight (8) calendar days prior to the relevant general meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the following submission of a list of candidates by the holder of the Beneficiary Share.

The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of Shareholders may be exercised by the Board.

The Board is responsible for the management and control of the Company, in particular the portfolio and risk management of the Company and any Compartment.

**Art. 14. Proceedings of directors.** The Board shall choose from among its members a chairperson, and may choose from among its members one or more vice-chairpersons. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by any two directors. Meetings of the Board will be held in Luxembourg and at least two of the Directors will be based in Luxembourg.

The chairperson shall preside at all meetings of Shareholders and of the Board. In case a chairperson is not appointed or in his absence, the Shareholders or the Board may appoint any person as chairperson pro tempore by positive vote of the majority of the Shareholders or the members of the Board present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In case of a conflict of interest as laid down in Article 17, the Board can validly deliberate and vote notwithstanding the non-fulfilment of the quorum and majority conditions. In such a case, decisions will be taken by a majority of the cast votes.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a written consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the directors.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board, acting under supervision of the Board, provided that the Board shall remain responsible at all times for any action undertaken by its delegate(s). The Board may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

**Art. 15. Minutes of board meetings.** The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairperson pro tempore who presided over such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

**Art. 16. Determination of investment policies.** The Board has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, and (ii) the course of conduct of the management and business affairs of each Compartment, in compliance with the PPM and with applicable laws and regulations.

The investment policy of the Company in relation to all the Compartments will be in conformity of the purpose of the Company described in Article 4.

Investment of the Company in relation to each Compartment may be made either directly or indirectly through investment vehicles (including but not limited to limited partnerships, undertakings for collective investments, joint ventures etc.) in private equity and venture capital investments worldwide.

The Company shall in principle not use leverage at the level of the Compartments, excepted if provided otherwise in the PPM in respect of each Compartment. Each Compartment shall further have the possibility for short term borrowing, as further determined in the PPM.

**Art. 17. Conflict of interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company or serves as a director, officer or employee of any company or firm within the group with which the Company shall contract or otherwise engage in business, such director or officer shall make known to the Board such interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

**Art. 18. Indemnity.** The Company shall indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 19. Administration.** The Company will be bound by the joint signatures of any two directors or by the signature of any director or officer to whom authority has been delegated by the Board.

**Art. 20. Auditor.** The general meeting of Shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the SICAR Law.

**Art. 21. Custodian.** The custody of the investments of the Company will be entrusted to a custodian in accordance with the SICAR Law. The custodian shall be a credit institution within the meaning of the law of 5 April 1993 relating to the supervision of the financial sector, as amended, having its registered office in Luxembourg or being established in Luxembourg if its registered office is located in another European Union member state (the "Custodian").

**Art. 22. Redemption and transfer of shares.** Redemption upon request

The Beneficiary Share may be redeemed by the Company upon request of its holder at the redemption price of CAD 1.- which shall be paid within a period which shall not exceed five (5) Business Days (as defined in the PPM) after the redemption request.

Ordinary Shares are not redeemable upon request of the Shareholders.

Forced redemption

Shares may be subject to forced redemption by the Board in relation to (i) a defaulting Shareholder, (ii) non-compliance with eligibility requirements for investors in the Company, including in relation to the provisions with regards to Prohibited Persons, and (iii) any other forced redemption as set forth in the PPM.

The Board shall have several additional remedies at its disposal by which a forced redemption may be accompanied, in specific with regards to defaulting Shareholders as determined in the PPM. Such remedies may include but are not limited to: incurring interest on late payments, have its undrawn committed capital cancelled, having its right, if any, to receive distributions and to vote on any decisions of the Company in respect of defaulted shares suspended (to the extent permitted by the Laws) or any other remedy available under the Laws sought by the Company. At the sole discretion of the Board, forced redemption may be exercised at a specific redemption price that is lower than the NAV per Share, as further determined in the PPM.

Voluntary Redemption

Whenever the Company has available cash for distribution, the Board may propose to the Shareholders the redemption of some or all of their Shares (the "Voluntary Redemption").

If a Shareholder elects to not have his Shares redeemed by the Company, the Board will propose to the other Shareholders of the Company to redeem, on a pro rata basis, a further amount of Shares corresponding to the amount of Shares which would have been redeemed from such Shareholder if he had opted for the redemption.

The redemption price at which each such Share will be redeemed will correspond to the NAV per Share (as determined on the basis of the NAV at the time of such redemption and pursuant to Article 23).

In case of a Voluntary Redemption by the Company, the Shareholders will, within 15 business days following receipt of the relevant notice, inform the Company whether they wish to accept the redemption of their Shares or not. In case where one or more Shareholder(s) elect(s) to not have his/their Shares redeemed, the remaining Shareholder(s) will, within 15 business days following receipt of a second notice by the Company calling for the redemption of the additional Shares, inform the Company whether they wish to have additional Shares redeemed in the manner described here above.

#### Transfer of Shares

Shares may only be transferred as permitted under the 1915 Law and pursuant to these Articles and the terms set out in the PPM and in any event not without the prior consent of the Board and execution of an agreement by the transferee and transferor including the necessary representations and acknowledgements as determined in the discretion of the Board.

The Board may decline a transfer of Shares if in the opinion of the Board:

(i) such holding may result in a breach in law, governmental regulation or rule of authorities having jurisdiction over the Company or the sale of the Shares; or

(ii) if as a result of such transfer the Company may become exposed to disadvantages of a tax, legal or financial nature, that it would not otherwise have incurred; or

(iii) such holding is not permitted under Article 8.

The transfer of Shares shall entail the transfer of the undrawn Committed Capital, which shall be proportionate to the relevant Shares transferred.

**Art. 23. Net asset value.** The Net Asset Value of the Company will consist of the sum of the Net Asset Value of the compartments.

The Net Asset Value of the Compartment will consist of the value of the Compartment's assets, i.e. Units held by the Compartment and any cash held on an ancillary basis from time to time, less the Compartment's liabilities, i.e. the expenses of the Compartment, as described in more detail below.

The value of the Units held by the Compartment will be valued annually by the Board at fair value. To this end, the Board will value the Master Fund's underlying investments using a valuation methodology in reference to the IPEV (International Private Equity & Venture Capital) Valuation guidelines, endorsed by EVCA (European Venture Capital Association). The valuation methodology shall be implemented in a consistent manner. The Board will procure all relevant and necessary documents from the Master Fund General Partner in relation to the Master Fund's underlying assets and liabilities for the effective performance of its valuation function, including but not limited to Master Fund's underlying investments' valuation methodology.

The Net Asset Value of each Compartment will be determined under the responsibility of the Board, as may be performed by any other party entrusted with such task and will consist of the fair value of the Compartment's assets (including e.g. but not limited to securities, units, all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon, all bills and demand notes payable and accounts receivable (including securities or any other assets sold but not delivered), all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with the relevant law with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading exdistributions, ex-rights, or by similar practices, all stock distributions, cash distributions and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company), all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance) less its liabilities (including e.g. but not limited to all loans and other indebtedness for borrowed money, bills and accounts payable, all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses and advisory fees (which includes fees payable to the custodian, the paying agent, the administration agent, the domiciliary and corporate agent the registrar and transfer agent and other corporate agents), an appropriate provision for current taxes payable and deferred taxes based on applicable capital and income tax rates, as determined from time to time by the directors, as well as such amount (if any) as the directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities, all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company).

**Art. 24. Frequency and temporary suspension of calculation of net asset value.** The Net Asset Value is calculated at least once a year on the 31<sup>st</sup> December of each year (the "Valuation Date"), and at such frequency as determined by the Board.

The determination of the Net Asset Value of the Compartment may be postponed in any of the following events:

(i) during any period, if in the reasonable opinion of the Board, a fair valuation of the assets of the Compartment is not practical for reasons beyond the control of the Company;

(ii) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets of the Compartment would be impracticable;

(iii) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of the assets of the Compartment; or

(iv) in case of a decision to liquidate the Compartment, on and after the day of publication of the first notice given to the Shareholders to this effect.

**Art. 25. Share offer price.** The offer price of the Shares is CAD 1.- per Share, to be fully paid-up.

The additional amount to be paid by investors for subscription of Ordinary Shares at subsequent closings will be determined by the Board in its full discretion as further determined in the PPM.

The share offer price so determined shall be payable within eight (8) Business Days (as defined in the PPM), or any other term as set forth in the PPM, after issuance of a drawdown notice.

If a Shareholder fails to pay any portion of the offer price of any Share on the date required by pursuant to a drawdown notice, the Board may declare an event of default and impose such penalties as it determines fit, as set out in more detail in the PPM from time to time.

**Art. 26. Financial year.** The accounting year of the Company shall begin on the 1<sup>st</sup> January of each year and shall terminate on the 31<sup>st</sup> December of the same year.

The accounts of the Company shall be expressed in CAD. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the directors' report and the notice of the annual general meeting will be sent to registered Shareholders and/or published and made available not less than fifteen (15) calendar days prior to each annual general meeting.

**Art. 27. Distribution of income.** Distributions shall be made as set forth in the PPM.

The general meeting of shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Compartment shall, upon proposal from and at the discretion of the Board and within the limits provided by the Laws and the PPM, determine how the results of the relevant Compartment shall be distributed.

The distributions declared will be paid in CAD and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate distribution monies into the currency of their payment.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Class or Classes of shares issued.

Amounts declared for distribution on the Beneficiary Share will not be paid out to the holder of the Beneficiary Share but will be capitalised in the NAV of the Beneficiary Share.

**Art. 28. Dissolution, liquidation and merger.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) approved by the CSSF.

The liquidators are named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class in proportion of their holding of Shares in such Class.

Any liquidation will entitle a Shareholder to a pro rata share of the liquidation proceeds corresponding to his Class of Shares. Moneys available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg pursuant to the Luxembourg laws, where during thirty (30) years they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto.

Subject to the consent of the Company and without prejudice to Article 4, the Company may be dissolved by a general meeting of Shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of the Articles, unless otherwise provided by the Laws.

According to article 3(6) of the SICAR Law, each Compartment may be separately liquidated without such separate liquidation resulting in the liquidation of another compartment. Only the liquidation of the last remaining compartment of the Company will result in the liquidation of the Company.

The Board may decide to allocate the assets of a Compartment to those of another existing Compartment within the Company.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a merger of Compartments within the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the relevant Compartments for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by simple majority of those present or represented.

**Art. 29. Amendment of articles.** The Articles may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the Laws.

Any changes or amendments to the status of the Company as a société d'investissement en capital à risque is subject to the prior consent of the CSSF and the unanimous consent of investors.

**Art. 30. Costs and expenses.** The relevant expenses, costs, fees and charges expressly allocated to a Compartment shall be borne by that relevant Compartment.

The relevant expenses, costs, fees and charges which cannot be expressly allocated to a Compartment shall be borne by all Compartments on a prorata basis in relation to their relative Net Asset Value.

The expenses, costs, fees in relation to the set-up and creation of the Company shall be paid in accordance with the PPM.

**Art. 31. General.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 10<sup>th</sup> August 1915 and the SICAR Law.

#### *Transitory Provisions*

a.- The first accounting year shall begin on the day of incorporation and shall end on the last day of December in 2015.

b.- Exceptionally the first general ordinary meeting will be held on 13<sup>th</sup> April 2016.

#### *Subscription and payment*

The initial corporate capital is set at forty five thousand and one Canadian dollars (CAD 45,001.-), represented by forty five thousand and one (45,001.-) Shares. The Shares have been subscribed and issued as follows:

1) BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A., hereinabove mentioned, has subscribed to forty five thousand (45,000.-) Class "A" Shares, issued at a price of one Canadian dollar (CAD 1.-), each fully paid up in cash.

2) CORPORATION FINANCIÈRE BDG & ASSOCIÉS, hereinabove mentioned, has subscribed to one (1) Class "Beneficiary" Shares, issued at a price of one Canadian dollar (CAD 1.-), each fully paid up in cash.

As a consequence the Company has at its disposal an amount of forty five thousand and one Canadian dollar (CAD 45,001.-) of which evidence has been shown to the undersigned notary who expressly states this.

#### *Statement*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Estimate of costs*

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it, in connection with its incorporation, at about EUR 3,000.-.

#### *Extraordinary general meeting of shareholders*

The above-mentioned parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the extraordinary general meeting of Shareholders has passed the following resolutions, each time by unanimous vote:

#### *First resolution*

The following persons are elected as members of the Board for a period ending at the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016:

Viviane Glavic, born on August 5<sup>th</sup> 1953 in Aumetz (France) and residing at 11, Spackeltegaass, L-1970 Senningerberg (Luxembourg);

Johny Pauly born on February 12<sup>th</sup> 1959 in Rumelange (Luxembourg) and residing professionally at 12 Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (Luxembourg);

Christian Turgeon born on October 30<sup>th</sup> 1974 in Lévis (Canada) and residing professionally at 244, rue St-Jacques Ouest, Bureau, 51 Montréal (Québec) H2Y 1L9.

#### *Second resolution*

Has been elected as auditor until the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016:

KPMG Luxembourg S.à r.l., with its registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

#### *Third resolution*

The registered office shall be at 12, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

153960

*Expenses*

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present incorporation deed is worded in English; on request of the same appearing person

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us the notary the present original deed.

Signé: P. BUISSERET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48160. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014167202/469.

(140190534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

**AMB European Holding, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 90.005.

**AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 115.809.

—  
DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER

DATED 27 OCTOBER 2014

of the management boards of

Prologis Holding XI (A) B.V.

(as the acquiring company)

and

AMB European Holding S.à r.l. and AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l.

(as the companies ceasing to exist)

VOORSTEL TOT GRENSOVERSCHRIJDENDE FUSIE

De besturen van:

1. Prologis Holding XI (A) B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, statutair gevestigd te Amsterdam en met adres: 1082 MS Amsterdam, Gustav Mahlerplein 17, ingeschreven in het handelsregister van de Kamer van Koophandel onder nummer 34188102 (de "Verkrijgende Vennootschap"); en

2. AMB European Holding S.à r.l., een vennootschap naar het recht van Luxemburg (société à responsabilité limitée), gevestigd te Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg en met adres: 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Luxemburg, ingeschreven in het handelsregister in Luxemburg onder nummer B 90005 ("AMB European Holding");

3. AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l. een vennootschap naar het recht van Luxemburg (société à responsabilité limitée), gevestigd te Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg en met adres: 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Luxemburg, ingeschreven in het handelsregister in Luxemburg onder nummer B 115809 ("AMB Le Grand Roissy" en tezamen met AMB European Holding, de "Verdwijnende Vennootschappen")

(de Verdwijnende Vennootschappen tezamen met de Verkrijgende Vennootschap, de "Fuserende Vennootschappen").

In aanmerking nemende:

(i) dat de Verkrijgende Vennootschap alle geplaatste (en volgestorte) aandelen in de Verdwijnende Vennootschappen houdt;

(ii) bij geen van de Fuserende Vennootschappen een raad van commissarissen is ingesteld;

(iii) dat geen van de Fuserende Vennootschappen ontbonden is, in staat van faillissement verkeert of surséance van betaling heeft aangevraagd;

(iv) dat geen van de Fuserende Vennootschappen een ondernemingsraad of een vereniging van werknemers die werknemers van één van de te fuseren vennootschappen of dochtervennootschappen van deze onder haar leden telt, heeft;

(v) dat de Fuserende Vennootschappen een grensoverschrijdende fusie tot stand wensen te brengen tegen reëel waarde.



stellen voor een grensoverschrijdende fusie in de zin van de Richtlijn 2005/56/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 Oktober 2005 betreffende grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen en de relevante lokale wetgeving van toepassing zijnde op de Fuserende Vennootschappen tot stand te brengen als gevolg waarvan:

- de Verdwijnende Vennootschappen ophouden te bestaan; en
- de Verkrijgende Vennootschap het vermogen van de Verdwijnende Vennootschappen onder algemene titel verkrijgt.

met dien verstande dat dit fusievoorstel is opgesteld in het Engels, het Nederlands en in het Frans en dat in geval de Engelse versie afwijkt van één van de andere versies, de Engelse versie leidend is.

De ingevolge de artikelen 2:312 lid 2 en 2:333d van het Nederlands Burgerlijk Wetboek en artikelen 261 (2) en 278 van de Luxemburgse wet op de handelsvennootschappen van 10 augustus 1915 (de Luxemburgse Wet) te vermelden gegevens zijn de volgende:

**a. Rechtsvorm, naam en zetel van de fuserende vennootschappen.**

- (i) De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Prologis Holding XI (A) B.V., gevestigd te Amsterdam.
- (ii) De société à responsabilité limitée AMB European Holding S.à r.l., gevestigd te Luxemburg.
- (iii) De société à responsabilité limitée AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l., gevestigd te Luxemburg.

**b. Statuten Verkrijgende Vennootschap.** De Statuten van de Verkrijgende Vennootschap zullen bij gelegenheid van de fusie niet gewijzigd worden. Deze Statuten zijn vastgesteld bij akte van oprichting op eenentwintig maart tweeduizend drie voor mr. R. Pfeiffer, notaris te Rotterdam, verleden. De Statuten zijn laatstelijk gewijzigd bij akte van statutenwijziging verleden voor mr. W.A. Groen, notaris te Amsterdam op negentwintig juli tweeduizend elf. De doorlopende tekst van de huidige Statuten is als Bijlage A aan dit voorstel gehecht.

**c. Rechten en vergoedingen ingevolge artikel 2:320 van het Nederlands Burgerlijk Wetboek en artikel 261(2) f van de Luxemburgse wet ten laste van de Verkrijgende Vennootschap toe te kennen.** Aangezien er geen personen zijn die anders dan als aandeelhouder bijzondere rechten hebben jegens de Verdwijnende Vennootschappen, worden geen bijzondere rechten of vergoedingen ten laste van de Verkrijgende Vennootschap toegekend.

**d. Voordelen, welke in verband met de fusie aan een bestuurder van de Fuserende Vennootschappen of aan een ander die bij de fusie is betrokken worden toegekend (ingevolge het Nederlandse Burgerlijk Wetboek en artikel 261 (2) g) van de Luxemburgse wet.** Geen.

**e. Voornemens over de samenstelling van het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap na de grensoverschrijdende fusie.** Er bestaat geen voornemen om na de grensoverschrijdende fusie wijziging te brengen in de samenstelling van het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap.

De huidige samenstelling is als volgt:

*Directie:*

- Prologis Directorship II B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, statutair gevestigd te Amsterdam en met adres: Gustav Mahlerplein 17, 1082 MS Amsterdam, ingeschreven in het handelsregister van de Kamer van Koophandel onder nummer 34222217.

**f. Tijdstip met ingang waarvan de financiële gegevens van de Verdwijnende Vennootschappen zullen worden verantwoord in de jaarstukken van de Verkrijgende Vennootschap (ingevolge het Nederlandse Burgerlijk Wetboek en artikel 261 (2) e) van de Luxemburgse wet).** De financiële gegevens van de Verdwijnende Vennootschappen zullen met ingang van 1 januari 2014 worden verantwoord in de jaarstukken van de Verkrijgende Vennootschap. Derhalve zal het laatste boekjaar van de Verdwijnende Vennootschappen eindigen op 31 december 2013.

**g. Voorgenomen maatregelen in verband met de toekenning van aandelen.** In deze grensoverschrijdende fusie van een moedervenootschap met haar 100% dochtervennootschappen, zal geen toekenning van aandelen door de Verkrijgende Vennootschap plaatsvinden.

**h. Voornemens omtrent voortzetting of beëindiging van activiteiten.** De activiteiten van de Verdwijnende Vennootschappen zullen door de Verkrijgende Vennootschap worden voortgezet.

**i. Goedkeuring van het besluit tot fusie.** Het besluit tot fusie in overeenstemming met het fusievoorstel behoeft niet de goedkeuring van enig orgaan van een van de Fuserende Vennootschappen noch van een derde.

**j. Invloed van de fusie op de grootte van de goodwill en de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap.** De grensoverschrijdende fusie heeft geen invloed op de grootte van de goodwill en de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap.

**k. Waarschijnlijke gevolgen voor de werkgelegenheid.** De grensoverschrijdende fusie zal geen gevolgen hebben voor de werkgelegenheid aangezien de Fuserende Vennootschappen geen werknemers in dienst hebben.

**l. Procedure met betrekking tot medezeggenschap.** Aangezien geen van de Fuserende Vennootschappen onderworpen is aan nationale wetgeving inzake werknemersvertegenwoordiging in de lidstaat van de Europese Unie waar zij haar

geregistreerd adres heeft, is een procedure voor de vaststelling van regelingen met betrekking tot medezeggenschap als bedoeld in artikel 2:333k BW in de Verkrijgende Vennootschap niet vereist.

**m. Informatie over de waardering van de activa en passiva van de Verdwijnende Vennootschappen die overgaan naar de Verkrijgende Vennootschap (ingevolge het Nederlandse Burgerlijk Wetboek en artikel 261 (4) d) van de Luxemburgse wet).** De waardering van de relevante activa en passiva van de Verdwijnende Vennootschappen die overgaan naar de Verkrijgende Vennootschap is laatstelijk gedaan op 30 September 2014 op basis van de reële waarde.

**n. Datum van de laatst vastgestelde jaarrekening of tussentijdse vermogensopstelling.** De datum van de tussentijdse vermogensopstelling van de Fuserende Vennootschappen die gebruikt is om de voorwaarden voor de fusie vast te stellen is:

Verkrijgende Vennootschap:

30 September 2014

Verdwijnende Vennootschappen:

30 September 2014

**o. Voorstel voor de hoogte van de schadeloosstelling van aandeelhouders.** Aangezien het niet de verwachting is dat tegen het fusievoorstel zal worden gestemd aangezien de Verkrijgende Vennootschap de enig aandeelhouder van de Verdwijnende Vennootschappen is, wordt er geen voorstel gedaan voor de hoogte van de schadeloosstelling van aandeelhouders die tegen dit voorstel stemmen.

**p. Crediteuren.** Vanaf de inwerkingtreding van de fusie zullen de schuldeisers van de Verdwijnende Vennootschappen de schuldeisers van de Verkrijgende Vennootschap worden.

In overeenstemming met artikel 268 van de Luxemburgse Wet kunnen de schuldeisers van de Verdwijnende Vennootschappen, niettegenstaande enige andersluidende overeenkomst en binnen twee maanden na deponering van de akte middels welke de fusie geëffectueerd is, een verzoek indienen bij de voorzitter van de handelskamer van het "Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg", toezien op handelszaken en dringende aangelegenheden, tot het verkrijgen van voldoende waarborgen of onderpand voor eventuele vervallen of niet-vervallen schulden, mits de fusie dergelijke bescherming nodig zou maken.

Ingevolge artikel 2:316 lid 2 van het Nederlandse Burgerlijk Wetboek kan tot een maand nadat de Fuserende Vennootschappen de nederlegging of openbaarmaking van dit voorstel tot fusie hebben aangekondigd iedere schuldeiser door een verzoekschrift aan de rechtbank tegen het voorstel tot fusie in verzet komen met vermelding van de waarborg die wordt verlangd. Ten minste een van de Fuserende Vennootschappen moet, op straffe van gegrondverklaring van een verzet als bedoeld hiervoor, voor iedere schuldeiser van deze Fuserende Vennootschappen die dit verlangt zekerheid stellen of hem een andere waarborg geven voor de voldoening van zijn vordering. Dit geldt niet, indien de schuldeiser voldoende waarborgen heeft of de vermogenstoestand van de Verkrijgende Vennootschap na de fusie niet minder waarborg zal bieden dat de vordering zal worden voldaan, dan er voordien is.

Aanvullende informatie kan kosteloos worden verkregen bij het kantooradres van de Verdwijnende Vennootschappen zijnde:

34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg.

Volledige inlichtingen betreffende die regelingen kunnen kosteloos worden verkregen ten kantore van de Verkrijgende Vennootschap zijnde: Gustav Mahlerplein 17, 1082 MS Amsterdam, Nederland.

**q. Bijlagen.** Bijlagen bij dit fusievoorstel maken een integraal onderdeel uit van dit voorstel.

Luxemburg, den 27 oktober 2014.

Prologis Holding XI (A) B.V.

*Bestuur*

Prologis Directorship II B.V.

Gerrit Jan Meerkerk

Luxemburg, den 27 oktober 2014.

AMB European Holding S.à.r.l.

*Bestuur*

Prologis Directorship S.à.r.l.

Sébastien Degrandi

Luxemburg, den 27 oktober 2014.

AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à.r.l.

*Bestuur*

Prologis Directorship S.à.r.l.

Sébastien Degrandi

## DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER

The management boards of:

1. Prologis Holding XI (A) B.V., a private limited liability company under Dutch law (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its official seat in Amsterdam, the Netherlands and its office address at Gustav Mahlerplein 17, 1082 MS Amsterdam, the Netherlands, registered with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce under number 34188102 (the "Acquiring Company"); and

2. AMB European Holding S.à r.L, a private limited liability company under the laws of Luxembourg (société à responsabilité limitée), having its registered office at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and office address at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 90005 ("AMB European Holding"); and

3. AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l., a private limited liability company under the laws of Luxembourg (société à responsabilité limitée), having its registered office at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and office address at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 115809 ("AMB Le Grand Roissy" and together with AMB European Holding, the "Companies Ceasing to Exist")

(the Companies Ceasing to Exist together with the Acquiring Company, the "Merging Companies").

Whereas:

(i) the Acquiring Company is the holder of the entire issued (and paid up) share capital of the Companies Ceasing to Exist;

(ii) none of the Merging Companies has a supervisory board;

(iii) the Merging Companies have not been dissolved or declared bankrupt, nor has a suspension of payment been declared with respect to the Merging Companies;

(iv) none of the Merging Companies has a works council or a trade union that has amongst its members employees of one of the Merging Companies or any of their subsidiaries;

(v) the Merging Companies wish to effect a cross-border merger on the basis of fair market value.

propose a cross-border merger within the meaning of the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies and the relevant local laws applicable to the Merging Companies as a result of which merger:

- the Companies Ceasing to Exist will cease to exist; and

- the Acquiring Company will acquire the assets and liabilities of the Companies Ceasing to Exist by way of universal transfer.

it being understood that these draft terms of merger are drawn up in English, in Dutch and in French and that in case of any discrepancy between the English version and the other versions, the English version will prevail.

The specifics to be mentioned pursuant to Articles 2:312 paragraph 2 and 2:333d of the Dutch Civil Code and Articles 261 and 278 of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Luxembourg Law), are as follows:

**a. Type of legal entity, name and official seat of the Merging Companies.**

(i) The private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) Prologis Holding XI (A) B.V., having its official seat in Amsterdam, the Netherlands.

(ii) The Luxembourg private limited liability company [société à responsabilité limitée] AMB European Holding S.à r.l., having its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iii) The Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l., having its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**b. Articles of association of the Acquiring Company.** The articles of association of the Acquiring Company shall not be amended in connection with the merger. The articles of association of the Acquiring Company were drawn up by deed of incorporation executed on the twenty-first day of March two thousand and three before R. Pfeiffer, civil-law notary in Rotterdam, the Netherlands. The articles of association were last amended by deed of amendment executed on the twenty-ninth day of July two thousand and eleven before W.A. Groen, civil-law notary in Amsterdam. The consecutive wording of the current articles of association of the Acquiring Company is attached to these draft terms of cross-border merger as Annex A.

**c. Rights and compensations at the expense of the Acquiring Company granted pursuant to article 2:320 of the Dutch Civil Code and article 261 (2) f) of the Luxembourg Law.** As there are no persons who, in any other capacity than as shareholder, have special rights against the Companies Ceasing to Exist, no special rights and no compensations will be granted at the expense of the Acquiring Company to anyone.

**d. Benefits to be granted to a member of the management board of the Merging Companies or to another party involved with the merger, in connection with the merger, (pursuant to the Dutch Civil Code and article 261 (2) g) of the Luxembourg Law).** None.

**e. Intentions with regard to the composition of the management board of the Acquiring Company after the cross-border merger.** There is no intention to change the composition of the management board of the Acquiring Company after the cross-border merger.

The present composition is as follows:

*Management board:*

- Prologis Directorship II B.V., a private limited liability company under Dutch law (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its official seat in Amsterdam, the Netherlands and its office address at Gustav Mahlerplein 17, 1082 MS Amsterdam, the Netherlands, registered with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce under number 34222217.

**f. Date per which the financial data of the Companies Ceasing to Exist will be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company, (pursuant to the Dutch Civil Code and article 261 (2) e) of the Luxembourg Law).** The financial data of the Companies Ceasing to Exist will be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company as per 1 January 2014. The last financial year of the Companies Ceasing to Exist will therefore end on 31 December 2013.

**g. Proposed measures in connection with the allotment of shares.** In this cross-border merger of a parent company with its 100% subsidiaries, there is no allotment of shares in the Acquiring Company.

**h. Contemplated continuation or termination of activities.** The activities of the Companies Ceasing to Exist will be continued by the Acquiring Company.

**i. Corporate approvals of the draft terms of cross-border merger.** The resolution to effect the cross-border merger in conformity with the common draft terms of cross-border merger is neither subject to the approval of a company body of the Merging Companies nor of any third party.

**j. Effects of the merger on the goodwill and the distributable reserves of the Acquiring Company.** The cross-border merger does not have any effect on the goodwill and the distributable reserves of the Acquiring Company.

**k. Likely effects on employment.** The cross-border merger will not have any effect on employment because the Merging Companies do not have any employees.

**l. Procedures for employee participation.** As none of the Merging Companies is subject to national rules concerning employee participation in the Member State of the European Union where it has its registered office, no employee participation arrangements as referred to in Section 2:333k of the Dutch Civil Code have to be made by the Acquiring Company.

**m. Information on the valuation of assets and liabilities of the Companies Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company (pursuant the Dutch Civil Code and article 261 (4) d) of the Luxembourg Law).** The valuation of the relevant assets and liabilities of the Companies Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company was lastly done on 30 September 2014 on the basis of fair value.

**n. Date of the most recently adopted annual accounts or interim financial statements.** The date of the interim financial statements of the Merging Companies used to establish the conditions of the cross-border merger is:

Acquiring Company:

30 September 2014

Companies Ceasing to Exist:

30 September 2014

**o. Proposal for the level of compensation of shareholders.** No compensation for shareholders that vote against the proposal to effectuate the cross-border merger is proposed, as the sole shareholder of the Companies Ceasing to Exist is the Acquiring Company and therefore it is not expected that votes will be cast against this proposal.

**p. Creditors.** As of the effective time of the merger, the creditors of the Companies Ceasing to Exist shall become the creditors of the Acquiring Company.

In accordance with article 268 of the Luxembourg Law, the creditors of the Companies Ceasing to Exist may, notwithstanding any agreement to the contrary and within two months after publication of the deed acknowledging the implementation of the merger, apply to the judge presiding the chamber of the "Tribunal d'Arrondissement a Luxembourg", dealing with commercial matters and urgent matters, to obtain adequate safeguards or collateral for any matured or unmatured debts, in case the merger would make such protection necessary.

Pursuant to Section 2:316 of the Dutch Civil Code, each creditor may oppose the proposed merger by a petition to the district court specifying the requested safeguards up to one month after the day on which all Merging Companies have given notice of the lodging or publication of the proposed terms of merger. At least one of the Merging Companies

must provide security or other safeguards for the satisfaction of the claim of any creditor of such Merging Company who demands the same, failing which the action of opposition referred to in the following paragraph shall succeed. This shall not apply if the creditor's claim is sufficiently secured or if the financial condition of the Acquiring Company after the merger will provide not less safeguards for satisfaction of the claim than previously.

Further information may be obtained free of charge at the registered office of the Companies Ceasing to Exist being: 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Further information may be obtained free of charge at the registered office of the Acquiring Company at: Gustav Mahlerplein 17, 1082 MS Amsterdam, the Netherlands.

**q. Annexes.** Annexes to these draft terms form an integrated part of this proposal.

Luxembourg, 27 October 2014.

Prologis Holding XI (A) B.V.

*Management board*

Prologis Directorship II B.V.

Gerrit Jan Meerkerk

Luxembourg, 27 October 2014.

AMB European Holding S.à.r.l.

*Management board*

Prologis Directorship S.à.r.l.

Sébastien Degrandi

Luxembourg, 27 October 2014.

AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à.r.l.

*Management board*

Prologis Directorship S.à.r.l.

Sébastien Degrandi

### **Suit la version française du texte qui précède**

#### **PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE**

Les conseils d'administration de:

1. Prologis Holding XI (A) B.V., une société à responsabilité limitée ('besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) de droit néerlandais, ayant son siège officiel ('official seat) à Amsterdam, les Pays-Bas, et son adresse administrative à Gustav Mahlerplein 17, 1082 MS Amsterdam, les Pays-Bas, immatriculée au registre de commerce de la Chambre de Commerce Néerlandaise sous le numéro 34188102 (la «Société Absorbante»); et

2. AMB European Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et son adresse administrative au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90005 («AMB European Holding»); et

3 AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et son adresse administrative au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115809 («AMB Le Grand Roissy») et avec AMB European Holding, les «Sociétés qui Cessent d'Exister»;

les Sociétés qui Cessent d'Exister, et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés qui Fusionnent»;

Considérant que:

(i) La Société Absorbante est le détenteur de l'intégralité du capital social émis (et libéré) des Sociétés qui Cessent d'Exister;

(ii) Les Sociétés qui Fusionnent n'ont pas de conseil de surveillance;

(iii) Les Sociétés qui Fusionnent n'ont pas été dissoutes ou déclarées en faillite, aucun sursis de paiement n'a non plus été octroyé aux Sociétés qui Fusionnent;

(iv) Les Sociétés qui Fusionnent n'ont pas de comité d'entreprise ou d'organisation syndicale qui a parmi ses membres des employés de l'une des Sociétés qui Fusionnent ou l'une de leurs filiales;

(v) Les Sociétés qui Fusionnent désirent réaliser une fusion transfrontalière sur base de la juste valeur marchande.

proposent une fusion transfrontalière au sens de la Directive 2005/56/EC du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières de sociétés à responsabilité limitée et les lois locales pertinentes applicables aux Sociétés qui Fusionnent, fusion à la suite de laquelle:

- les Sociétés qui Cessent d'Exister n'existeront plus; et

- la Société Absorbante acquerra les actifs et passifs des Sociétés qui Cessent d'Exister par un transfert universel.

Etant entendu que ce projet commun de fusion transfrontalière est établi en anglais, en néerlandais et en français et qu'en cas de divergences entre la version anglaise et les autres versions, la version anglaise fera foi.

Les renseignements qui doivent être mentionnés en vertu des Sections 2:312 paragraphe 2 et 2:333d du Code Civil Néerlandais et l'article 261 et 278 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi Luxembourgeoise) sont les suivants:

**a. Type de personne morale, dénomination et siège social des Sociétés qui Fusionnent.**

(i) la société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) Prologis Holding XI (A) B.V., ayant son siège officiel ('official seat) à Amsterdam, les Pays-Bas;

(ii) la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois AMB European Holding S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

(iii) la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

**b. Statuts de la Société Absorbante.** Les statuts de la Société Absorbante ne seront pas modifiés en raison de la fusion. Les statuts de la Société Absorbante ont été établis par un acte de constitution passé le 21 Mars 2003 par-devant R. Pfeiffer, notaire de résidence à Rotterdam, les Pays-Bas. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés pour la dernière le 21 Juillet 2011 par un acte de modification passé par-devant W.A. Groen, notaire à Amsterdam. La teneur des statuts actuels de la Société Absorbante, en conséquence des modifications, est annexé au présent projet de fusion transfrontalière en Annexe A.

**c. Droits et compensations aux frais de la Société Absorbante accordés en vertu de l'article 2:320 du Code Civil Néerlandais et de l'article 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise.** Etant donné qu'aucune personne n'est titulaire, en tout autre capacité qu'actionnaire, de droit spéciaux contre les Sociétés qui Cessent d'Exister, aucun droit spécial et aucune compensation ne seront accordés à quiconque aux frais de la Société Absorbante.

**d. Avantages particuliers à accorder à un membre du conseil d'administration des Sociétés qui Fusionnent ou à tout autre partie impliquée dans la fusion en relation avec la fusion (en vertu du Code Civil Néerlandais et de l'article 261 (2) g) de la Loi Luxembourgeoise).** Aucun.

**e. Intentions concernant la composition du conseil d'administration de la Société Absorbante après la fusion transfrontalière.** Il n'y a aucune intention de changer la composition du conseil d'administration de la Société Absorbante après la fusion transfrontalière.

Actuellement, il est composé de la manière suivante:

Conseil d'Administration:

- Prologis Directorship II B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) de droit néerlandais, ayant son siège officiel (official seat) à Amsterdam, les Pays-Bas, et son adresse administrative à Gustav Mahlerplein 17, 1082 MS Amsterdam, les Pays-Bas, immatriculée au registre de commerce de la Chambre de Commerce Néerlandaise sous le numéro 34222217.

**f. Date à partir de laquelle les données financières des Sociétés qui Cessent d'Exister seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante (en vertu du Code Civil Néerlandais et de l'article 261 (2) e) de la Loi Luxembourgeoise).** Les données financières des Sociétés qui Cessent d'Exister seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante à compter du 1 janvier 2014. Le dernier exercice social des Sociétés qui Cessent d'Exister prendra donc fin le 31 décembre 2013.

**g. Mesures proposées concernant l'affectation des parts sociales.** Dans le cas d'une fusion transfrontalière d'une société mère avec sa filiale détenue à 100%, il n'y a pas d'affectation des parts sociales dans la Société Absorbante.

**h. Continuation ou cessation envisagée des activités.** Les activités des Sociétés qui Cessent d'Exister seront poursuivies par la Société Absorbante.

**i. Approbations sociales du projet de fusion transfrontalière.** La décision d'appliquer la fusion transfrontalière conformément au projet commun de fusion transfrontalière n'est ni sujet à l'approbation d'un organe social des Sociétés qui Fusionnent ni d'un tiers.

**j. Effets de la fusion sur le fonds de commerce et les réserves distribuables de la Société Absorbante.** Le projet commun de fusion transfrontalière ne produit aucun effet sur le fonds de commerce et sur les réserves distribuables de la Société Absorbante.

**k. Effets probables sur l'emploi.** La fusion transfrontalière ne produira aucun effet sur l'emploi parce que les Sociétés qui Fusionnent n'ont aucun employé.

**l. Procédures pour la participation des travailleurs.** Etant donné qu'aucune des Sociétés qui Fusionnent n'est soumise à des règles nationales concernant la participation des travailleurs dans l'Etat membre de l'Union Européenne où elle a son siège social, aucun arrangement de participation des travailleurs comme mentionné à la Section 2:333k du Code Civil néerlandais ne doit être pris par la Société Absorbante.

**m. Renseignements sur l'évaluation de l'actif et du passif des Sociétés qui Cessent d'Exister à acquérir par la Société Absorbante (en vertu du Code Civil Néerlandais et de l'article 261 (4) d) de la Loi Luxembourgeoise).** L'évaluation de l'actif et du passif en question des Sociétés qui Cessent d'Exister à acquérir par la Société Absorbante a été effectuée dernièrement le 30 septembre 2014 sur la base de la juste valeur marchande.

**n. Date des comptes annuels les plus récemment adoptés ou des états financiers intérimaires.** La date des états financiers intérimaires des Sociétés qui Fusionnent utilisés afin d'établir les conditions de la fusion transfrontalière est:

Société Absorbante:

30 septembre 2014.

Sociétés qui Cessent d'Exister:

30 septembre 2014.

**o. Proposition pour le niveau de compensation des associés.** Aucune souste en espèces pour les associés qui votent contre la proposition de réaliser la fusion transfrontalière n'est proposée, car l'associé unique des Sociétés qui Cessent d'Exister est la Société Absorbante et par conséquent on ne s'attend pas à ce que des voix soient émises contre cette proposition.

**p. Créanciers.** Au moment de la fusion effective, les créanciers des Sociétés qui Cessent d'Exister deviennent les créanciers de la Société Absorbante.

Conformément à l'article 268 de la Loi Luxembourgeoise, les créanciers des Sociétés qui Cessent d'Exister peuvent, nonobstant toute convention contraire et dans un délai maximum de deux mois après la publication du document constatant la fusion, soumettre une demande au juge président la chambre du tribunal d'arrondissement à Luxembourg siégeant en matière commerciale et dans le cadre de référé, afin d'obtenir des mesures de sauvegardes suffisantes ou des garanties pour tout dette échue ou non échue, au cas où la fusion rendrait cette protection nécessaire.

De plus amples informations peuvent être obtenues gratuitement au siège social des Sociétés qui Cessent d'Exister:

34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

De plus amples informations peuvent être obtenues gratuitement au siège social de la Société Absorbante à Gustav Mahlerplein 17, 1082 MS Amsterdam, les Pays-Bas.

**q. Annexes.** Les annexes de ce projet font partie intégrale de ce projet.

Luxembourg, le 27 Octobre 2014.

Prologis Holding XI (A) B.V.

Prologis Directorship II B.V.

Gerrit Jan Meerkerk

Luxembourg, le 27 Octobre 2014.

AMB European Holding S.à.r.l.

Conseil de gérance

Prologis Directorship S.à.r.l.

Sébastien Degrandi

Luxembourg, le 27 Octobre 2014.

AMB Le Grand Roissy Holding 1 S.à.r.l.

Conseil de gérance

Prologis Directorship S.à.r.l.

Sébastien Degrandi

Annex A: current articles of association Acquiring Company

CONSECUTIVE TEXT ARTICLES OF ASSOCIATION of:

Prologis Holding XI (A) B.V.

(formerly named: AMB Dutch Holding B. V.)

having its official seat in Amsterdam.

The articles of association were partially amended by means of a notarial deed of amendment to the articles of association, executed before W.A. Groen, civil law notary in Amsterdam, the Netherlands, on 29 July 2011.

The company is registered with the trade register under number: 34188102.

NOTE ABOUT TRANSLATION:

This document is an English translation of a document prepared in Dutch. In preparing this document, an attempt has been made to translate as literally as possible without jeopardizing the overall continuity of the text. Inevitably, however, differences may occur in translation and if they do, the Dutch text will govern by law.

In this translation, Dutch legal concepts are expressed in English terms and not in their original Dutch terms. The concepts concerned may not be identical to concepts described by the English terms as such terms may be understood under the laws of other jurisdictions.

## ARTICLES OF ASSOCIATION.

### **Art. 1. Definitions.**

1.1 In these Articles of Association the following words shall have the following meanings:

a. a "Share":

a share in the capital of the Company, unless the contrary is apparent, this shall include each Share A, each Share B up to and including each Share Z;

b. a "Shareholder":

a holder of one or more Shares, unless the contrary is apparent, this shall include each holder of Shares A, each holder of Shares B up to and including each holder of Shares Z;

c. the "Shareholders' Body":

the body of the Company consisting of Shareholders entitled to vote together with pledgees and usufructuaries to whom voting rights attributable to Shares accrue;

d. a "General Meeting of Shareholders":

a meeting of Shareholders and other persons entitled to attend meetings of Shareholders;

e. the "Management Board":

the management board of the Company;

f. "in writing":

by letter, by telecopier, by e-mail, or by message which is transmitted via any other current means of communication and which can be received in the written form, provided that the identity of the sender can be sufficiently established;

g. the "Distributable Equity":

the part of the Company's equity which exceeds the aggregate of the issued capital and the reserves which must be maintained pursuant to the law;

h. a "Company Body":

the Management Board, the Shareholders' Body, the meeting of holders of Shares of a certain class.

1.2 References to Articles shall be deemed to refer to articles of these Articles of Association, unless the contrary is apparent.

### **Art. 2. Name and Official Seat.**

2.1 The Company's name is: Prologis Holding XI (A) B.V.

2.2 The official seat of the Company is in Amsterdam, the Netherlands.

### **Art. 3. Objects.**

3.1 The objects of the company are:

a. to directly or indirectly acquire, own, manage, finance, maintain, operate, improve and sell real estate, real estate related loans and other credit exposures, leasehold interests therein and improvements thereon, for its own account and for the account of others;

b. to acquire, participate in, finance, manage, and to have any other interest in, other companies or enterprises of any nature;

c. to raise funds by way of securities, bank loans, bond issues, notes and to borrow in any other way, to lend, to provide guarantees, including guarantees and securities for debts of other persons and in general to render services in the fields of trade and finance;

d. to invest in securities, savings certificates and other financial instruments;

e. to acquire, develop, hold, turn to account, to create charges over, dispose of or in any or other way utilise immovables as well as to engage in any kind of brokerage services in respect of immovables;

f. to carry out factoring and invoicing if trade receivables, netting of payables and receivables as well as to conduct research and development activities;

g. to perform all acts that are advisable, necessary, usual or related to the abovementioned objects.

3.2 The objects specified in the preceding paragraph shall be construed in the widest sense and include any activity or object which is incidental or may be conducive thereto.

3.3 In pursuing its objects, the company may enter into transactions which will benefit companies or enterprises with which it is affiliated.

### **Art. 4. Authorized Capital.**

4.1 The authorized capital of the Company equals ninety thousand euro (EUR 90,000.00).



4.2 The authorized capital of the Company is divided into nine hundred (900) Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.00) each, of which six hundred fifty (650) shares are Shares A, ten (10) shares are shares B, ten (10) shares are shares C, ten (10) shares are shares D, ten (10) shares are shares E, ten (10) shares are shares F, ten (10) shares are shares G, ten (10) shares are shares H, ten (10) shares are shares I, ten (10) shares are shares J, ten (10) shares are shares K, ten (10) shares are shares L, ten (10) shares are shares M, ten (10) shares are shares N, ten (10) shares are shares O, ten (10) shares are shares P, ten (10) shares are shares Q, ten (10) shares are shares R, ten (10) shares are shares S, ten (10) shares are shares T, ten (10) shares are shares U, ten (10) shares are shares V, ten (10) shares are shares W, ten (10) shares are shares X, ten (10) shares are shares Y, ten (10) shares are shares Z. 4.3 All Shares shall be registered. No share certificates shall be issued.

#### **Art. 5. Register of Shareholders.**

5.1 The Management Board shall keep a register of Shareholders in which the names and addresses of all Shareholders are recorded.

5.2 Section 2:194 of the Dutch Civil Code applies to the register of Shareholders.

#### **Art. 6. Issuance of Shares.**

6.1 Shares may be issued pursuant to a resolution of the Shareholders' Body. The Shareholders' Body may transfer this authority to another Company Body and may also revoke such transfer.

6.2 A resolution to issue Shares shall stipulate the issue price and the other conditions of issue.

6.3 Upon issuance of Shares, each Shareholder shall have a right of pre-emption in proportion to the aggregate nominal value of his Shares, subject to the provisions of Article 6.4 and provided that holders of Shares of the class that is to be issued shall have preference over holders of Shares of the other class. Shareholders shall have a similar right of pre-emption if rights are granted to subscribe for shares.

6.4 Prior to each single issuance of Shares, the right of pre-emption may be limited or excluded by the Company Body competent to issue such Shares.

6.5 The provisions of Articles 6.1, 6.2, 6.3 and 6.4 shall apply by analogy to the granting of rights to subscribe for Shares, but do not apply to the issuance of Shares to a person exercising a right to subscribe for Shares previously granted.

6.6 The issue of a Share shall furthermore require a notarial deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands, to which deed those involved in the issuance shall be parties.

6.7 The full nominal value of each Share must be paid upon issuance.

#### **Art. 7. Own Shares; Reduction of the Issued Capital.**

7.1 The Company and its subsidiaries may acquire fully paid in Shares or depositary receipts thereof, with due observance of the limitations prescribed by law.

7.2 The Company may grant loans with a view to a subscription for or an acquisition of Shares or depositary receipts thereof, but not in excess of the amount of the Distributable Equity.

7.3 The Company shall maintain a non-distributable reserve up to the outstanding amount of the loans referred to in Article 7.2.

7.4 The Shareholders' Body may resolve to reduce the Company's issued capital in accordance with the relevant provisions prescribed by law.

7.5 Cancellation of all issued Shares of a certain class shall be possible, but with the approval of the meeting of holders of shares of that certain class only.

If all issued Shares of a class are cancelled, an amount equal to the nominal value of such Share will be paid on each Share of such class as repayment.

#### **Art. 8. Transfer of Shares.**

8.1 The transfer of a Share shall require a notarial deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands, to which deed those involved in the transfer shall be parties.

8.2 Unless the Company itself is party to the legal act, the rights attributable to the Share can only be exercised after the Company has acknowledged said transfer or said deed has been served upon it in accordance with the relevant provisions of the law.

#### **Art. 9. Blocking Clause (approval Shareholders' Body).**

9.1 A transfer of one or more Shares can only be effected with due observance of the provisions set out in this Article 9, unless (i) all co-Shareholders have approved the intended transfer in writing, which approval shall then be valid for a period of three months, or (ii) the Shareholder concerned is obliged by law to transfer his Shares to a former Shareholder.

9.2 A Shareholder wishing to transfer one or more of his Shares (hereinafter: the "Applicant") shall require the approval of the Shareholders' Body for such transfer. The request for approval shall be made by the Applicant by means of a written notification to the Management Board, stating the number of Shares he wishes to transfer and the person or persons to whom the Applicant wishes to transfer such Shares. The Management Board shall be obliged to convene and to hold a

General Meeting of Shareholders to discuss the request for approval within six weeks from the date of receipt of the request. The contents of such request shall be stated in the convocation.

9.3 Within a period of three months of the Shareholders' Body granting the approval requested, the Applicant may transfer the total number of the Shares to which the request relates, and not part thereof, to the person or persons named in the request.

9.4 If:

a. the Shareholders' Body does not adopt a resolution regarding the request for approval within six weeks after the request has been received by the Management Board; or

b. the approval has been refused without the Shareholders' Body having informed the Applicant, at the same time as the refusal, of one or more interested parties who are prepared to purchase all the Shares to which the request for approval relates for payment in cash (hereinafter: "Interested Parties"),

the approval requested shall be considered to have been granted, in the event mentioned under a on the final day of the six week period mentioned under a. The Company shall only be entitled to act as an Interested Party with the consent of the Applicant.

9.5 The Shares to which the request for approval relates can be purchased by the Interested Parties at a price to be mutually agreed between the Applicant and the Interested Parties or by one or more experts appointed by them. If they do not reach agreement on the price or the expert or experts, as the case may be, the price shall be set by one or more independent experts to be appointed on the request of one or more of the parties concerned by the chairman of the Chamber of Commerce and Factories at which the Company is registered in the Commercial Register. If an expert is appointed, he shall be authorized to inspect all books and records of the Company and to obtain all such information as will

be useful to him in setting the price.

9.6 Within one month of the price being set, the Interested Parties must give notice to the Management Board of the number of the Shares to which the request for approval relates they wish to purchase. An Interested Party who fails to submit notice within said term shall no longer be counted as an Interested Party. Once the notice mentioned in the preceding sentence has been given, an Interested Party can only withdraw with the consent of the other Interested Parties.

9.7 The Applicant may withdraw up to one month after the day on which he is informed to which Interested Party or Parties he can sell all the Shares to which the request for approval relates and at what price.

9.8 All notifications and notices referred to in this Article 9 shall be made by certified mail or against acknowledgement of receipt. The convocation of the General Meeting of Shareholders shall be made in accordance with the relevant provisions of these Articles of Association.

9.9 All costs of the appointment of the expert or experts, as the case may be, and their determination of the price, shall be borne by:

a. the Applicant if he withdraws;

b. the Applicant and the buyers for equal parts if the Shares have been purchased by one or more Interested Parties, provided that these costs shall be borne by the buyers in proportion to the number of Shares purchased;

c. the Company, in cases not provided for under a or b.

9.10 The preceding provisions of this Article 9 shall apply by analogy to rights to subscribe for Shares and rights of pre-emption.

#### **Art. 10. Pledging of Shares and Usufruct in Shares.**

10.1 The provisions of Article 8 shall apply by analogy to the pledging of Shares and to the creation or transfer of a usufruct in Shares.

10.2 On the creation of a right of pledge in a Share and on the creation or transfer of a usufruct in a Share, the voting rights attributable to such Share may not be assigned to the pledgee or the usufructuary.

**Art. 11. Depositary Receipts for Shares.** The Company shall not cooperate in the issuance of depositary receipts for Shares.

#### **Art. 12. Management Board Members.**

12.1 The Management Board shall consist of one or more members. Both individuals and legal entities can be Management Board members.

12.2 Management Board members are appointed by the Shareholders' Body.

12.3 A Management Board member may be suspended or dismissed by the Shareholders' Body at any time.

12.4 The authority to establish remuneration and other conditions of employment for Management Board members is vested in the Shareholders' Body.

#### **Art. 13. Duties, Decision-making Process and Allocation of Duties.**

13.1 The Management Board shall be entrusted with the management of the Company.

13.2 When making Management Board resolutions, each Management Board member may cast one vote.

13.3 All resolutions of the Management Board shall be adopted by more than half of the votes cast.

13.4 Management Board resolutions may at all times be adopted outside of a meeting, in writing or otherwise, provided the proposal concerned is submitted to all Management Board members then in office and none of them objects to this manner of adopting resolutions. Adoption of resolutions in writing shall be effected by written statements from all Management Board members then in office.

13.5 Resolutions of the Management Board shall be recorded in a minute book that shall be kept by the Management Board.

13.6 The Management Board may establish further rules regarding its decision-making process and working methods. In this context, the Management Board may also determine the duties for which each Management Board member in particular shall be responsible. The Shareholders' Body may decide that such rules and allocation of duties must be put in writing and that such rules and allocation of duties shall be subject to its approval.

#### **Art. 14. Representation; Conflicts of Interest.**

14.1 The Company shall be represented by the Management Board. Each Management Board member shall also be authorized to represent the Company.

14.2 The Management Board may appoint officers with general or limited power to represent the Company. Each officer shall be competent to represent the Company, subject to the restrictions imposed on him. The Management Board shall determine each officer's title. Such officers may be registered at the Commercial Register, indicating the scope of their power to represent the Company. The authority of an officer thus appointed may not extend to any transaction where the Company has a conflict of interest with the officer concerned or with one or more Management Board members.

14.3 In the event of a conflict of interest between the Company and one or more Management Board members, the provisions of Article 14.1 shall continue to apply unimpaired unless the Shareholders' Body has appointed one or more other persons to represent the Company in the case at hand or in general in the event of such a conflict. A resolution of the Management Board with respect to a matter involving a conflict of interest with one or more Management Board members in a private capacity shall be subject to the approval of the Shareholders' Body, but the absence of such approval shall not affect the authority of the Management Board or its members to represent the Company.

#### **Art. 15. Approval of Management Board Resolutions.**

15.1 The Shareholders' Body may require Management Board resolutions to be subject to its approval. The Management Board shall be notified in writing of such resolutions, which shall be clearly specified.

15.2 The absence of approval by the Shareholders' Body of a resolution as referred to in this Article 15 shall not affect the authority of the Management Board or its members to represent the Company.

**Art. 16. Vacancy or Inability to Act.** If a seat is vacant on the Management Board ('ontstentenis) or a Management Board member is unable to perform his duties ('belet), the remaining Management Board members or member shall be temporarily entrusted with the management of the Company. If all seats in the Management Board are vacant or all Management Board members or the sole Management Board member, as the case may be, are unable to perform their duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to one or more persons designated for that purpose by the Shareholders' Body.

#### **Art. 17. Financial Year and Annual Accounts.**

17.1 The Company's financial year shall be the calendar year.

17.2 Annually, not later than five months after the end of the financial year, unless by reason of special circumstances this period is extended by the Shareholders' Body by not more than six months, the Management Board shall prepare annual accounts and deposit the same for inspection by the Shareholders at the Company's office.

17.3 Within the same period, the Management Board shall also deposit the annual report for inspection by the Shareholders, unless Section 2:396, subsection 6 or Section 2:403 of the Dutch Civil Code applies to the Company.

17.4 The annual accounts shall consist of a balance sheet, a profit and loss account and explanatory notes.

17.5 The annual accounts shall be signed by the Management Board members. If the signature of one or more of them is missing, this shall be stated and reasons for this omission shall be given.

17.6 The Company may, and if the law so requires shall, appoint an accountant to audit the annual accounts. Such appointment shall be made by the Shareholders' Body.

17.7 The Shareholders' Body shall adopt the annual accounts.

17.8 The Shareholders' Body may grant full or limited discharge to the Management Board members for the management pursued.

#### **Art. 18. Profits and Distributions.**

18.1 The Company shall separately record share premium (such share premium thus recorded, hereinafter referred to as: a "Class Reserve") for each class of Shares, for the exclusive benefit of the holders of Shares of the applicable class, and thus recorded share premium bears the same letter as the corresponding Shares. If upon or after issuance of Shares

more than the nominal value of such Shares is paid, in cash or in kind, the excess shall be considered to be share premium for the exclusive benefit of holders of Shares of the applicable class.

18.2 The profits earned in a financial year, shall be at the disposal of the Shareholders' Body. If the Shareholders' Body does not adopt a resolution regarding the allocation of the profits prior to or at latest immediately after the adoption of the annual accounts, the profits remaining after application of Article 18.1, will be reserved.

18.3 The Shareholders' Body may resolve to partially or entirely terminate the Class Reserve of the applicable class, for the benefit of the holders of Shares of such class, subject to the provisions of Article 18.6. In that case, the amount up to which a Class Reserve is terminated shall be distributed to the holders of the applicable class in proportion to the nominal amount paid up on their Shares of such class.

18.4 Distributions of profits shall be made after adoption of the annual accounts if permissible under the law given the contents of the annual accounts.

18.5 The Shareholders' Body may resolve to make interim distributions on Shares and/or to make distributions on Shares at the expense of any reserve of the Company other than a Class Reserve.

18.6 Distributions on Shares may be made only up to an amount which does not exceed the amount of the Distributable Equity.

18.7 Distributions on Shares shall be made payable immediately after the resolution to make the distribution, unless another date of payment has been determined in the resolution.

18.8 A claim of a Shareholder for payment of a distribution on Shares shall be barred after five years have elapsed.

18.9 In calculating the amount of any distribution on Shares, Shares held by the Company shall be disregarded.

#### **Art. 19. General Meetings of Shareholders.**

19.1 The annual General Meeting of Shareholders shall be held within six months after the end of the financial year.

19.2 Other General Meetings of Shareholders shall be held as often as the Management Board deems such necessary.

19.3 Shareholders representing in the aggregate at least one-tenth of the Company's issued capital may request the Management Board to convene a General Meeting of Shareholders, stating specifically the subjects to be discussed. If the Management Board has not given proper notice of a General Meeting of Shareholders within four weeks following receipt of such request such that the meeting can be held within six weeks after receipt of the request, the applicants shall be authorized to convene a meeting themselves.

#### **Art. 20. Notice, Agenda and Venue of Meetings.**

20.1 Notice of General Meetings of Shareholders shall be given by the Management Board. Furthermore, notice of General Meetings of Shareholders may be given by Shareholders representing in the aggregate at least half of the Company's issued capital, without prejudice to the provisions of Article 19.3.

20.2 Notice of the meeting shall be given no later than on the fifteenth day prior to the day of the meeting.

20.3 The notice of the meeting shall specify the subjects to be discussed. Subjects which were not specified in such notice may be announced at a later date, with due observance of the term referred to in Article 20.2.

20.4 A subject for discussion of which discussion has been requested in writing not later than thirty days before the day of the meeting by one or more Shareholders who individually or jointly represent at least one percent of the issued capital, shall be included in the notice or shall be notified in the same way as the other subjects for discussion, provided that no important interest (zwaarwegend belang) of the Company dictates otherwise.

20.5 The notice of the meeting shall be sent to the addresses of the Shareholders shown in the register of Shareholders.

20.6 General Meetings of Shareholders are held in the municipality in which, according to these Articles of Association, the Company has its official seat. General Meetings of Shareholders may also be held elsewhere, but in that case valid resolutions of the Shareholders' Body may only be adopted if all of the Company's issued capital is represented.

#### **Art. 21. Admittance and Rights at Meetings.**

21.1 Each Shareholder shall be entitled to attend the General Meetings of Shareholders, to address the meeting and to exercise his voting rights. Shareholders may be represented in a meeting by a proxy authorized in writing.

21.2 At a meeting, each person present with voting rights must sign the attendance list. The chairperson of the meeting may decide that the attendance list must also be signed by other persons present at the meeting.

21.3 The Management Board members shall, as such, have the right to give advice in the General Meetings of Shareholders.

21.4 The chairperson of the meeting shall decide on the admittance of other persons to the meeting.

#### **Art. 22. Chairperson and Secretary of the Meeting.**

22.1 The chairperson of a General Meeting of Shareholders shall be appointed by more than half of the votes cast by the persons with voting rights present at the meeting. Until such appointment is made, a Management Board member shall act as chairperson, or, if no Management Board member is present at the meeting, the eldest person present at the meeting shall act as chairperson.

22.2 The chairperson of the meeting shall appoint a secretary for the meeting.

**Art. 23. Minutes; Recording of Shareholders' Resolutions.**

23.1 The secretary of a General Meeting of Shareholders shall keep minutes of the proceedings at the meeting. The minutes shall be adopted by the chairperson and the secretary of the meeting and as evidence thereof shall be signed by them.

23.2 The Management Board shall keep record of all resolutions adopted by the Shareholders' Body. If the Management Board is not represented at a meeting, the chairperson of the meeting shall ensure that the Management Board is provided with a transcript of the resolutions adopted, as soon as possible after the meeting. The records shall be deposited at the Company's office for inspection by the Shareholders. On application, each of them shall be provided with a copy of or an extract from the records.

**Art. 24. Adoption of Resolutions in a Meeting.**

24.1 Each Share confers the right to cast one vote.

24.2 To the extent that the law or these Articles of Association do not require a qualified majority, all resolutions of the Shareholders' Body shall be adopted by more than half of the votes cast.

24.3 If there is a tie in voting, the proposal shall be deemed to have been rejected.

24.4 If the formalities for convening and holding of General Meetings of Shareholders, as prescribed by law or these Articles of Association, have not been complied with, valid resolutions of the Shareholders' Body may only be adopted in a meeting, if in such meeting all of the Company's issued capital is represented and such resolution is carried by unanimous vote.

24.5 In the Shareholders' Body, no voting rights may be exercised for any Share held by the Company or a subsidiary, nor for any Share for which the Company or a subsidiary holds the depositary receipts.

**Art. 25. Adoption of Resolutions without holding Meetings.**

25.1 Resolutions of the Shareholders' Body may also be adopted in writing without holding a General Meeting of Shareholders, provided they are adopted by the unanimous vote of all Shareholders entitled to vote. The provision of Article 21.3 shall apply by analogy.

25.2 Each Shareholder must ensure that the Management Board is informed of the resolutions thus adopted as soon as possible in writing. The Management Board shall keep record of the resolutions adopted and it shall add such records to those referred to in Article 23.2.

**Art. 26. Adoption of Resolutions by the meeting of holders of Shares of a certain class.**

26.1 Resolutions of the meeting of holders of Shares of a certain class may be adopted in a meeting of holders of Shares of that specific class.

26.2 Meetings of holders of Shares of a certain class are held as often as the Management Board deems such necessary. Holders of Shares of a specific class representing in the aggregate at least one-tenth of the capital in the form of issued Shares of the relevant class may request the Management Board to convene a meeting of holders of Shares of such class. This right does not accrue to other Shareholders.

26.3 The provisions in these Articles of Association with respect to General Meetings of Shareholders shall apply by analogy to meetings of holders of Shares of a certain class, to the extent that Article 26.2 does not provide otherwise. The provisions of Article 25 shall apply by analogy also.

**Art. 27. Amendment of the Articles of Association.** The Shareholders' Body may resolve to amend these Articles of Association. When a proposal to amend these Articles of Association is to be made at a General Meeting of Shareholders, the notice of such meeting must state so and a copy of the proposal, including the verbatim text thereof, shall be deposited and kept available at the Company's office for inspection by the Shareholders, until the conclusion of the meeting.

**Art. 28. Dissolution and Liquidation.**

28.1 The Company may be dissolved pursuant to a resolution to that effect by the Shareholders' Body. When a proposal to dissolve the Company is to be made at a General Meeting of Shareholders, this must be stated in the notice of such meeting.

28.2 If the Company is dissolved pursuant to a resolution of the Shareholders' Body, the Management Board members shall become liquidators of the dissolved Company's property. The Shareholders' Body may decide to appoint other persons as liquidators.

28.3 During liquidation, the provisions of these Articles of Association shall remain in force to the extent possible.

28.4 From the balance remaining after payment of the debts of the dissolved Company, first the amounts of the Class Reserves shall be transferred to the holders of Shares of the applicable class. These amounts shall be determined in proportion to the aggregate nominal value of the Shares of the applicable class held by each.

28.5 The balance remaining after application of Article 28.4 shall be transferred to the Shareholders in proportion to the nominal amount of their shareholdings.

28.6 In addition, the liquidation shall be subject to the relevant provisions of Book 2, Title 1, of the Dutch Civil Code.

TEXTE COORDONNE DES STATUTS de

Prologis Holding XI (A) B.V.  
(anciennement dénommée: AMB Dutch Holding B. V.)  
dont le siège officiel est à Amsterdam.

Les statuts ont été partiellement modifiés au moyen d'un acte notarié modifiant lesdits statuts, passé par devant W.A. Groen, notaire à Amsterdam, les Pays-Bas, en date du 29 juillet 2011.

La société est immatriculée sous le numéro: 34188102.

#### NOTE AU SUJET DE LA TRADUCTION

Ce document est une traduction française d'une traduction anglaise d'un document préparé en langue néerlandaise. Dans le cadre de la préparation de ce document, l'objectif a été de traduire en respectant le plus possible le sens, tout en évitant de compromettre la continuité du texte. Il demeure néanmoins que des différences ont pu se produire dans la traduction et dans ce cas, la version néerlandaise prévaudra de par la loi.

Dans cette traduction, les concepts juridiques anglais, eux-mêmes issus de la traduction de concepts juridiques néerlandais et non pas des termes néerlandais originaux, sont exprimés en langue française et non pas en des termes anglais originaux. Les concepts concernés peuvent ne pas être identiques aux concepts décrits en langue française dans la mesure où ces termes peuvent être compris suivant le droit d'autres juridictions.

#### STATUTS

##### **Art. 1<sup>er</sup>. Définitions.**

1.1 Dans les présents Statuts les mots suivants auront les significations suivantes:

a. une «Part Sociale»:

une part sociale dans le capital de la Société, sauf indication spécifique contraire, cela inclut chaque Part Sociale A, chaque Part Sociale B jusqu'aux Parts Sociales Z comprises;

b. un «Associé»:

le détenteur d'une ou de plusieurs Parts Sociales, sauf indication spécifique contraire, cela inclut chaque détenteur de Parts Sociales A, chaque détenteur de Parts Sociales B jusqu'aux détenteurs de Parts Sociales Z compris;

c. l' «Organe des Associés»

l'organe de la Société composé d'Associés autorisés à voter ainsi que les créanciers gagistes et les usufruitiers à qui des droits de vote attribuables aux Parts Sociales sont conférés;

d. une «Assemblée Générale des Associés»:

une réunion des Associés et autres personnes ayant le droit d'assister aux assemblées des Associés;

e. le «Conseil de Gérance»:

le Conseil de Gérance de la Société;

f. «par écrit»:

par courrier, fax, e-mail, ou par message transmis par tout autre moyen de communication actuel et qui peut être reçu par écrit à condition que l'identité de l'expéditeur puisse être établie avec certitude;

g. les «Fonds Propres Distribuables»:

la partie des fonds propres de la Société qui excède le montant total du capital social émis et des réserves qui doit être maintenu conformément à la loi;

h. un «Organe de la Société»:

le Conseil de Gérance, l'Organe des Associés, l'assemblée des détenteurs de Parts Sociales d'une classe en particulier.

1.2 Les références aux Statuts seront considérées comme une référence aux articles des présents Statuts, sauf indication spécifique contraire.

##### **Art. 2. Dénomination et Siège Officiel.**

2.1 La dénomination de la Société est: Prologis Holding XI (A) B.V.

2.2 Le siège officiel de la Société est situé à Amsterdam, les Pays-Bas.

##### **Art. 3. Objets.**

3.1 Les objets de la Société sont:

a. l'acquisition, la détention, la gestion, le financement, le maintien, l'exploitation, la rénovation et la vente directe et Indirecte de biens immobiliers, de prêts liés à des biens immobiliers et autres formes d'expositions au risque de crédits, les intérêts à bail y relatifs et les aménagements y afférents, pour son compte ou pour celui de tiers;

b. acquérir, participer dans, financer, gérer, et avoir tout autre intérêt dans d'autres sociétés ou entreprise de toute nature;

c. lever des fonds aux moyens de valeurs mobilières, prêts bancaires, émissions obligataires, obligations, et d'emprunter de toute autre manière, accorder des prêts, consentir des garanties, y compris des garanties et cautionnements au titres de dettes contractés par des tiers et en générale rendre des services dans les domaines du commerce et de la finance;

- d. investir dans des valeurs mobilières, certificats d'épargne et autres instruments financiers;
- e. acquérir, développer, détenir, faire valoir, grever de charges, aliéner ou de toute autre manière utiliser des biens immobiliers et s'engager dans toute activité de courtage relative à des biens immobiliers;
- f. exercer des activités d'affacturage ou de facturation en cas de comptes à recevoir, de montants et de créances à payer ainsi que mener des activités de recherches et de développement;
- g. accomplir tous les actes souhaitables, nécessaires, ordinaires, ou liés aux objets susmentionnés.

3.2 Les objets précisés dans le paragraphe qui précède seront interprétés dans le sens le plus large et incluent toute activité ou objet qui est accessoire ou favorable à ceux-ci.

3.3 Dans la réalisation de sa mission, la société peut conclure des opérations favorables aux sociétés ou aux entreprises qui lui sont affiliées.

#### **Art. 4. Capital Autorisé.**

4.1 Le capital autorisé de la Société s'élève à quatre-vingt-dix mille euro (EUR 90.000,-).

4.2 Le capital autorisé de la Société est divisé en neuf cents (900) Parts Sociales d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune, dont six cent cinquante (650) parts sociales A, dix (10) parts sociales B, dix (10) parts sociales C, dix (10) parts sociales D, dix (10) parts sociales E, dix (10) parts sociales F, dix (10) parts sociales G, dix (10) parts sociales H, dix (10) parts sociales I, dix (10) parts sociales J, dix (10) parts sociales K, dix (10) parts sociales L, dix (10) parts sociales M, dix (10) parts sociales N, dix (10) parts sociales O, dix (10) parts sociales P, dix (10) parts sociales Q, dix (10) parts sociales R, dix (10) parts sociales S, dix (10) parts sociales T, dix (10) parts sociales U, dix (10) parts sociales V, dix (10) parts sociales W, dix (10) parts sociales X, dix (10) parts sociales Y, dix (10) parts sociales Z.

4.3 Toutes les Parts Sociales sont nominatives. Aucun certificat de part sociale ne sera émis.

#### **Art. 5. Registre des Associés.**

5.1 Le Conseil de Gérance tient un registre des Associés sur lequel sont inscrits les noms et adresses de tous les Associés.

5.2 La section 2:194 du code civil néerlandais s'applique au registre des Associés.

#### **Art. 6. Emission des Parts Sociales.**

6.1 L'émission des Parts Sociales peut être décidée par une résolution de l'Organe des Associés. L'Organe des Associés peut transférer ce pouvoir à un autre Organe de la Société et peut également révoquer ledit transfert.

6.2 Une décision d'émission des Parts Sociales précise le prix et les autres conditions d'émission.

6.3 Lors de l'émission des Parts Sociales, chaque Associé bénéficie d'un droit préférentiel au prorata de la valeur nominale totale de ses Parts Sociales, sous réserve des dispositions de l'Article 6.4 et à condition que les détenteurs des Parts Sociales de la classe qui va être émise soient prioritaires sur les détenteurs des Parts Sociales des autres classes.

6.4 Le droit préférentiel peut être limité ou exclu par l'Organe de la Société compétent pour émettre lesdites Parts Sociales, avant chaque émission de Parts Sociales.

6.5 Les stipulations des Articles 6.1, 6.2, 6.3 et 6.4 s'appliquent par analogie à l'octroi de droits de souscrire aux Parts Sociales, mais ne s'appliquent pas à l'émission de Parts Sociales à une personne exerçant un droit de souscrire à des Parts Sociales accordées antérieurement.

6.6 L'émission d'une Part Sociale exigera, en outre, un acte notarié passé à cet effet devant un notaire inscrit aux Pays-Bas, acte auquel les personnes concernées par l'émission seront parties.

6.7 L'intégralité de la valeur nominale de chaque Part Sociale doit être libérée au moment de l'émission.

#### **Art. 7. Parts Sociales Propres; réduction du capital social émis.**

7.1 La Société et ses filiales peuvent acquérir des Parts Sociales entièrement libérées ou certificats représentatifs qui y sont relatifs dans le respect des limitations prescrites par la loi.

7.2 La Société peut accorder des prêts en vue de la souscription ou de l'acquisition de Parts Sociales ou de certificats représentatifs qui y sont relatifs mais dans la limite du montant des Fonds Propres Distribuables.

7.3 La Société conserve des réserves non-distribuables à hauteur du solde du montant des prêts dont il est fait référence à l'Article 7.2.

7.4 L'Organe des Associés peut décider de réduire le capital émis de la Société conformément aux dispositions pertinentes de la loi.

7.5 L'annulation de l'intégralité des Parts Sociales émises d'une classe en particulier est possible mais uniquement avec l'accord de l'assemblée des détenteurs des parts sociales de ladite classe.

Si toutes les Parts Sociales émises d'une classe sont annulées, alors un montant égal à la valeur nominale desdites Parts Sociales sera payé au titre de chaque Part Sociale de ladite classe en remboursement.

#### **Art. 8. Cession de Parts Sociales.**

8.1 La cession de toute Part Sociale exigera un acte notarié passé à cet effet par-devant un notaire résidant aux Pays-Bas, acte auquel les personnes concernées par la cession seront parties.

8.2 A l'exception du cas où la Société est elle-même partie à l'acte juridique, les droits attachés à la Part Sociale ne peuvent être exercés qu'après la reconnaissance de la cession concernée par la Société ou la notification dudit acte à la Société conformément aux dispositions concernées de la loi.

#### **Art. 9. Clause de Blocage (approbation de l'Organe des Associés).**

9.1 Une cession d'une ou de plusieurs Parts Sociales ne peut s'effectuer que conformément aux dispositions prévues à l'Article 9, à moins que (i) tous les autres co-Associés n'aient donné leur approbation par écrit pour la cession envisagée, laquelle approbation sera alors valable pour une période de trois mois, ou (ii) l'Associé concerné ne soit obligé en vertu de la loi de céder ses Parts Sociales à un ancien Associé.

9.2 Un Associé qui désire céder une ou plusieurs de ses Parts Sociales (ci-après le «Requérant») devra requérir l'approbation de l'Organe des Associés au sujet de ladite cession. La requête en approbation sera initiée par le Requérant par notification écrite adressée au Conseil de Gérance, indiquant le nombre des Parts Sociales qu'il souhaite céder ainsi que la ou les personnes auxquelles le Requérant souhaite céder lesdites Parts Sociales. Le Conseil de Gérance devra convoquer et tenir une Assemblée Générale des Associés afin de délibérer sur la requête en approbation dans les six semaines de la date de réception de la requête. Le contenu de cette requête sera indiqué dans la convocation.

9.3 Dans un délai de trois mois à compter de l'accord de l'approbation requise par l'Organe des Associés, le Requérant peut céder le nombre total, et pas seulement une partie, des Parts Sociales auxquelles se rapportent la demande, à la personne ou aux personnes citée(s) dans la requête.

9.4 Si:

a. l'Organe des Associés ne prend pas de décision au sujet de requête en approbation dans les six semaines à compter de la date de réception de la requête par le Conseil de Gérance; ou

b. la requête en approbation a été refusée sans que l'Organe des Associés n'ait informé le Requérant, concomitamment au refus, de l'existence d'une ou plusieurs parties intéressées prêtes à acquérir toutes les Parts Sociales auxquelles la requête en approbation se rapporte contre paiement en numéraire (ci-après les «Parties Intéressées»).

l'approbation requise est réputée avoir été accordée, en cas de réalisation de l'événement prévue au point a. le dernier jour de la période de six semaines prévue au point a. La Société ne sera autorisée à agir en qualité de Partie Intéressée qu'avec l'accord du Requérant.

9.5 Les Parts Sociales auxquelles se rapportent la requête en approbation peuvent être achetées par les Parties Intéressées à un prix fixé d'un commun accord entre le Requérant et les Parties Intéressées ou par un ou plusieurs experts nommé(s) par eux. S'ils ne trouvent pas d'accord sur le prix ou le(s) expert(s), selon le cas, le prix sera fixé par un ou plusieurs experts indépendant(s), qui sera/seront nommés à la requête d'une ou de plusieurs des parties concernées, par le président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie (Chamber of Commerce and Factories) dont dépend le Registre Commercial (Commercial Register) auquel la Société est inscrite. Si un expert est nommé, il sera autorisé à contrôler tous les livres et registres de la Société et à obtenir toute information qui lui sera utile pour la détermination du prix.

9.6 Dans un délai d'un mois à compter de la détermination du prix, les Parties Intéressées doivent notifier au Conseil de Gérance le nombre de Parts Sociales auxquelles se rapporte la requête en approbation qu'elles désirent acquérir. Une Partie Intéressée qui n'aurait pas procédé à la notification dans le délai précité, ne sera plus considérée comme Partie Intéressée. Une fois que la notification telle que mentionnée précédemment aura été effectuée, une Partie Intéressée ne pourra se retirer qu'avec l'approbation des autres Parties Intéressées.

9.7 Le Requérant est autorisé à se retirer pendant un mois à compter du jour où il a été informé de la Partie Intéressée ou des Parties Intéressées à laquelle/auxquelles il peut vendre toutes les Parts Sociales auxquelles se rapportent la requête en approbation ainsi que du prix de ladite vente.

9.8 Toutes les notifications et convocations mentionnées au présent Article 9 seront communiquées par lettre recommandée ou contre accusé de réception. La convocation à l'Assemblée Générale des Associés sera établie conformément aux dispositions pertinentes des présents Statuts.

9.9 Tous les frais liés à la nomination de l'expert ou des experts, selon le cas, et à la détermination du prix par ceux-ci, incombent:

a. au Requérant, si celui-ci se retire;

b. au Requérant et aux acquéreurs à parts égales si les Parts Sociales ont été acquises par une ou plusieurs Parties Intéressées, à condition que ces frais soient assumés par les acquéreurs au prorata du nombre de Parts Sociales acquises;

c. à la Société, dans les cas non prévus par les points a. ou b.

9.10 Les stipulations qui précèdent figurant à l'Article 9 s'appliquent par analogie aux droits de souscription des Parts Sociales et droits préférentiels

#### **Art. 10. Nantissement des parts sociales et usufruit sur les parts sociales.**

10.1 Les stipulations de l'Article 8 s'appliqueront par analogie au nantissement des Parts Sociales et à la création ou au transfert d'un usufruit sur des Parts Sociales.

10.2 Lors de la création d'un droit de gage sur une Part Sociale et lors de la création ou le transfert d'un usufruit sur une Part Sociale, les droits de vote liés à cette Part Sociale ne peuvent pas être cédés au créancier gagiste ou à l'usufruitier.



**Art. 11. Certificats Représentatifs de Parts Sociales.** La Société ne concourt pas à l'émission de certificats représentatifs de Parts Sociales.

**Art. 12. Membres du Conseil de Gérance.**

12.1 Le Conseil de Gérance est composé d'un ou de plusieurs membres. Les membres du Conseil de Gérance peuvent être des personnes physiques et des personnes morales.

12.2 Les membres du Conseil de Gérance sont nommés par l'Organe des Associés.

12.3 Un membre du Conseil de Gérance peut être suspendu ou révoqué par l'Organe des Associés à tout moment.

12.4 L'Organe des Associés a le pouvoir de fixer la rémunération et les autres conditions d'exercice des membres du Conseil de Gérance.

**Art. 13. Fonctions, Procédure de Décision et Répartition des Fonctions.**

13.1 Le Conseil de Gérance sera chargé de la gestion de la Société.

13.2 Chaque membre du Conseil de Gérance dispose d'une voix dans le cadre de la prise de décision du Conseil de Gérance.

13.3 Toutes les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées par plus de la moitié des voix exprimées.

13.4 Les décisions du Conseil de Gérance peuvent à tout moment être prises en dehors d'une réunion, par écrit ou d'une autre façon, à condition que la proposition de vote soit soumise à tous les membres du Conseil de Gérance alors en fonction et qu'aucun d'eux ne se soit opposé à cette procédure décisionnelle. L'adoption des décisions par écrit s'effectuera par des déclarations écrites émanant de tous les membres du Conseil de Gérance alors en fonction.

13.5 Les décisions du Conseil de Gérance seront consignées dans le registre des procès-verbaux qui sera tenu par le Conseil de Gérance.

13.6 Le Conseil de Gérance peut fixer des règles supplémentaires au sujet de sa procédure de décision et des méthodes de travail. Dans ce contexte, le Conseil de Gérance peut également déterminer les missions assignées particulièrement à chaque membre du Conseil de Gérance. L'Organe des Associés peut décider que ces règles et répartition des fonctions doivent être fixées par écrit et que ces règles et répartition des fonctions soient soumises à son approbation.

**Art. 14. Représentation; Conflits d'intérêt.**

14.1 La Société est représentée par le Conseil de Gérance. Chaque membre du Conseil de Gérance sera également autorisé à représenter la Société.

14.2 Le Conseil de Gérance peut confier à des agents un pouvoir de représentation de la Société limité ou général. Chaque agent sera habilité à représenter la Société dans les limites fixées par son mandat. Le Conseil de Gérance déterminera le titre de chaque agent. Ces agents peuvent être inscrits au Registre Commercial, mentionnant l'étendue de leurs pouvoirs de représentation de la Société. Le pouvoir de représentation d'un agent ainsi nommé ne peut pas s'étendre aux opérations révélant un conflit d'intérêts entre la Société et l'agent concerné ou avec un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

14.3 En cas de conflit d'intérêts entre la Société et un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance, les dispositions de l'Article 14.1 s'appliquent intégralement à moins que l'Organe des Associés n'ait nommé une ou plusieurs autres personnes afin de représenter la Société au cas particulier ou plus généralement en cas de conflit d'intérêts. Une décision du Conseil de Gérance concernant une opération impliquant un conflit d'intérêts avec un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance agissant en leur nom propre, sera soumise à l'approbation de l'Organe des Associés, mais le défaut de cette approbation n'affectera pas la capacité de représentation du Conseil de Gérance ou celle de ses membres.

**Art. 15. Approbation des Décisions du Conseil de Gérance.**

15.1 L'Organe des Associés peut exiger que les décisions du Conseil de Gérance soient soumises à son approbation. Le Conseil de Gérance sera informé par écrit desdites décisions qui seront clairement identifiées.

15.2 L'absence d'approbation d'une décision par l'Organe des Associés telle que prévue au présent Article 15 n'a pas pour effet d'affecter la capacité de représentation du Conseil de Gérance ou celle de ses membres.

**Art. 16. Poste Vacant ou Incapacité d'Agir.** En cas de siège vacant au sein du Conseil de Gérance ('ontstentenis') ou si un membre du Conseil de Gérance est dans l'incapacité de remplir ses fonctions ('belet), le ou les autre(s) membre(s) du Conseil de Gérance sera/seront temporairement chargé(s) de la gestion de la Société. Si la totalité des sièges au sein du Conseil de Gérance sont vacants ou si tous les membres du Conseil de Gérance ou le membre unique du Conseil de Gérance, selon le cas, sont dans l'incapacité d'accomplir leurs fonctions, la gestion de la Société se verra temporairement confiée à une ou plusieurs personnes désignée(s) à cet effet par l'Organe des Associés.

**Art. 17. Exercice Social et Comptes Annuels.**

17.1 L'exercice social de la Société correspondra à l'année civile.

17.2 Chaque année, cinq mois au plus tard après la clôture de l'exercice social, sauf si, en cas de circonstances exceptionnelles ladite période est étendue par l'Organe des Associés d'une durée de six mois au plus, le Conseil de Gérance établira les comptes annuels, et tiendra lesdits comptes annuels au siège de la Société pour être consultés par les Associés.

17.3 Endéans la même période, le Conseil de Gérance déposera le rapport annuel pour être consultés par les Associés, à moins que la section 2:396, sous-section 6 ou la section 2:403 du code civil néerlandais ne s'applique à la Société.

17.4 Les comptes annuels sont composés d'un bilan, d'un compte de résultats et de notes explicatives.

17.5 Les comptes annuels sont signés par les membres du Conseil de Gérance. S'il manque la signature d'un ou de plusieurs d'entre eux, il en sera fait mention avec explications à l'appui.

17.6 La Société peut, et si la loi l'exige ainsi, devra, nommer un comptable afin de vérifier les comptes annuels. Cette nomination sera effectuée par l'Organe des Associés.

17.7 L'Organe des Associés adopte les comptes annuels.

17.8 L'Organe des Associés peut accorder une décharge complète ou limitée aux membres du Conseil de Gérance pour l'exercice de leurs fonctions.

#### **Art. 18. Bénéfices et Distributions.**

18.1 La Société enregistre séparément la prime d'émission (ladite prime d'émission ainsi enregistrée ci-après désignée la «Réserve de Classe») au titre de chaque classe de Parts Sociales, au bénéfice exclusif des détenteurs de Parts Sociales de la classe concernée, et ladite prime d'émission ainsi enregistrée porte la même lettre que celle des Parts Sociales correspondantes. Si, lors de ou après l'émission des Parts Sociales un montant supérieure à la valeur nominale desdites Parts Sociales est payé, en numéraire ou en nature, l'excès sera considéré comme de la prime d'émission au bénéfice exclusif des détenteurs de Parts Sociales de la classe concernée.

18.2 Les bénéfices réalisés lors d'un exercice social sont à la disposition de l'Organe des Associés. Si l'Organe des Associés ne prend aucune décision en ce qui concerne l'affectation des bénéfices précédemment ou au plus tard immédiatement après l'adoption des comptes annuels, les bénéfices restants après application de l'Article 18.1, seront placés en réserve.

18.3 L'Organe des Associés peut décider de mettre fin, de manière provisoire ou définitive, à la Réserve de Classe de la classe concernée, au profit des détenteurs de Parts Sociales de ladite classe, sous réserve des stipulations de l'Article 18.6. Dans un tel cas, le montant à hauteur duquel la Réserve de Classe a cessé est distribué aux détenteurs de la classe concernée au prorata du montant nominal libéré pour leurs Parts Sociales au titre de ladite classe.

18.4 La distribution des bénéfices s'effectuera après l'approbation des comptes annuels dans la mesure où la loi le permet étant donné le contenu des comptes annuels.

18.5 L'Organe des Associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires au titre des Parts Sociales et/ou de réaliser des distributions au titre des Parts Sociales prélevées de toute réserve de la Société autre que la Réserve de Classe.

18.6 Les distributions au titre des Parts Sociales ne peuvent être réalisées qu'à la hauteur d'un montant qui ne peut excéder le montant des Fonds Propres Distribuables.

18.7 Les distributions au titre des Parts Sociales deviennent exigibles immédiatement après la décision de distribution, sauf si une autre date de paiement a été fixée dans la résolution.

18.8 La demande de paiement d'un Associé quant à une distribution au titre de Parts Sociales sera annulée à l'expiration d'un délai de cinq ans.

18.9 Lors du calcul du montant d'une distribution au titre des Parts Sociales, les Parts Sociales détenues par la Société ne seront pas prises en considération.

#### **Art. 19. L'Assemblée Générale annuelle.**

19.1 L'Assemblée Générale annuelle des Associés sera tenue dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice social.

19.2 D'autres Assemblées Générales des Associés seront tenues aussi souvent que le Conseil de Gérance le juge nécessaire.

19.3 Les Associés représentant ensemble au moins un dixième du capital émis de la Société ont le droit de demander au Conseil de Gérance de convoquer une Assemblée Générale des Associés, en indiquant précisément les sujets à débattre. Si dans un délai de quatre semaines à compter de la réception de cette requête, le Conseil de Gérance n'a pas procédé à la convocation de l'Assemblée Générale des Associés de telle sorte qu'elle puisse se tenir dans un délai de six semaines à compter de la réception de la demande ainsi faite, les requérants seront habilités à procéder eux-mêmes à cette convocation.

#### **Art. 20. Convocation, Ordre du Jour et Lieu des Assemblées.**

20.1 Les Assemblées Générales des Associés seront convoquées par le Conseil de Gérance. En outre, la convocation aux Assemblées Générales des Associés peut être donnée par les Associés représentant au total au moins la moitié du capital social émis de la Société, sans préjudice des stipulations de l'article 19.3.

20.2 La convocation à l'assemblée sera donnée au plus tard le quinzième jour précédant la date de réunion de l'assemblée.

20.3 La convocation fera mention des sujets à débattre. Les sujets non spécifiés dans la convocation peuvent être envoyés à une date ultérieure dans le respect toutefois du délai indiqué à l'Article 20.2.

20.4 Un sujet à débattre pour lequel un débat a été demandé par écrit pas moins de trente jours avant le jour de l'assemblée par un ou plusieurs Associés qui individuellement ou conjointement représentent au moins un pour cent du capital social émis, sera inclus dans la convocation ou sera notifié par le même moyen que les autres sujets de débat, à condition qu'aucun intérêt important (zwaarwiegend belang) de la Société n'en prescrit autrement.

20.5 La convocation sera envoyée aux adresses des Associés, telles qu'indiquées dans le registre des Associés.

20.6 Les Assemblées Générales des Associés sont tenues dans la commune où la Société a son siège officiel conformément aux présents Statuts. Les assemblées générales des Associés peuvent également être tenues à un autre endroit, mais dans ce cas les décisions valables de l'Organe des Associés ne peuvent être prises que si la totalité du capital émis de la Société est représenté.

#### **Art. 21. Conditions d'Admission et Droit de Participer.**

21.1 Chaque Associé est autorisé à assister aux Assemblées Générales des Associés, à y prendre la parole et à y exercer ses droits de vote. Les Associés peuvent se faire représenter à l'assemblée par un mandataire habilité, à cet effet, par écrit.

21.2 Lors d'une assemblée, chaque personne présente ayant droit de vote est tenue de signer la liste de présence. Le président de l'assemblée peut déterminer si la liste de présence doit également être signée par d'autres personnes présentes à l'assemblée.

21.3 Les membres du Conseil de Gérance ont, en cette qualité, voix consultative aux Assemblées Générales des Associés.

21.4 Le président de l'assemblée décidera de l'admission à l'assemblée générale d'autres personnes.

#### **Art. 22. Président et Secrétaire de l'Assemblée.**

22.1 Le président de l'Assemblée Générale des Associés sera nommé par plus de la moitié des voix exprimées des personnes disposant de droits de vote présentes à l'assemblée. Jusqu'à cette nomination, un membre du Conseil de Gérance agira en qualité de président, ou, si aucun membre du Conseil de Gérance n'est présent à l'assemblée, la personne la plus âgée présente à l'assemblée agira en qualité de président de l'assemblée.

22.2 Le président de l'assemblée nommera un secrétaire pour l'assemblée.

#### **Art. 23. Procès-Verbaux; Registre des Résolutions des Associés.**

23.1 Le secrétaire d'une Assemblée Générale des Associés se charge de la tenue des comptes rendus des procès-verbaux à l'assemblée. Les procès-verbaux sont adoptés par le président et le secrétaire de l'assemblée et pour preuve seront signés par eux. 23.2 Le Conseil de Gérance conserve les procès-verbaux de toutes les décisions prises par l'Organe des Associés. Si le Conseil de Gérance n'est pas représenté à l'assemblée, le président de l'assemblée devra s'assurer qu'une copie des décisions prises soit transmise au Conseil de Gérance dans les meilleurs délais après l'assemblée. Les registres seront tenus à disposition au siège où ils pourront être consultés par les Associés. Sur demande, il sera remis à chaque Associé une copie ou un extrait des registres.

#### **Art. 24. Adoption des Résolutions en Assemblée.**

24.1 Chaque Part Sociale donne droit à une voix.

24.2 Pour autant que ni la loi ni les présents Statuts n'exige de majorité qualifiée, toutes les décisions de l'Organe des Associés seront adoptées par plus de la moitié des voix exprimées.

24.3 En cas d'égalité des voix, la proposition devra être considérée comme rejetée.

24.4 Si les formalités relatives à la convocation et à la tenue des Assemblées Générales des Associés, telles que prévues par la loi ou les présents Statuts, n'ont pas été observées, les décisions valables de l'Organe des Associés ne peuvent être adoptées que lors d'une assemblée, si à cette assemblée la totalité du capital émis de la Société est représenté et si cette décision est prise à l'unanimité.

24.5 Aucun droit de vote afférent à la Part Sociale détenue par la Société ou par une filiale, ni aucun droit de vote afférent à la Part Sociale pour laquelle la Société ou une filiale détient des certificats représentatifs, ne pourra être exercé, lors de l'assemblée de l'Organe des Associés.

#### **Art. 25. Adoption de Décisions sans la tenue d'Assemblée.**

25.1 Les décisions de l'Organe des Associés peuvent également être adoptées par écrit, sans qu'une Assemblée Générale des Associés ne soit tenue, à condition qu'elles soient adoptées à l'unanimité de tous les Associés disposant d'un droit de vote. La disposition de l'Article 21.3 sera applicable par analogie.

25.2 Chaque Associé est tenu de faire en sorte que les décisions adoptées de cette manière soient notifiées au Conseil de Gérance par écrit. Le Conseil de Gérance prendra note des décisions prises et ajoutera ces procès-verbaux à ceux mentionnés à l'Article 23.2.

#### **Art. 26. Adoption de Décisions par une assemblée des détenteurs des Parts Sociales d'une classe en particulier.**

26.1 Les décisions de l'assemblée des détenteurs de Parts Sociales d'une classe en particulier peuvent être adoptées lors d'une réunion des détenteurs de Parts Sociales de ladite classe concernée.

26.2 Les réunions des détenteurs de Parts Sociales d'une classe spécifique sont tenues aussi souvent que le Conseil de Gérance le juge nécessaire. Les détenteurs de Parts Sociales d'une classe spécifique représentant au total un dixième du capital dans la forme des Parts Sociales émises de la classe concernée peut requérir du Conseil de Gérance de convoquer une réunion des détenteurs des Parts Sociales de ladite classe. Ce droit ne peut être exercé par les autres Associés.

26.3 Les stipulations, dans les présents Statuts, liées aux Assemblées Générales des Associés, s'appliquent par analogie aux réunions des détenteurs de Parts Sociales d'une classe spécifique, dans la mesure où l'Article 26.2 n'en dispose pas autrement. Les stipulations de l'Article 25 s'appliquent également par analogie.

**Art. 27. Modification des Statuts.** L'Organe des Associés peut décider de modifier les présents Statuts. Si lors d'une Assemblée Générale des Associés, une proposition de modification des présents Statuts est présentée, il doit en être fait mention dans la convocation à l'assemblée et un exemplaire de la proposition reproduisant mot pour mot la modification proposée, sera en même temps déposé et mis à disposition au siège de la Société où il pourra être consulté par les Associés, ceci jusqu'à la tenue de l'assemblée.

**Art. 28. Dissolution et Liquidation.**

28.1 La Société peut être dissoute par une décision prise, à cet effet, par l'Organe des Associés. Si lors d'une Assemblée Générale des Associés, une proposition de dissoudre la Société est présentée, il doit en être fait mention dans la convocation à l'assemblée.

28.2 En cas de dissolution de la Société en vertu d'une décision de l'Organe des Associés, les membres du Conseil de Gérance deviendront liquidateurs des biens de la Société dissoute. L'Organe des Associés peut décider de nommer d'autres personnes en qualité de liquidateurs.

28.3 Pendant la liquidation, les stipulations des présents Statuts resteront en vigueur dans la mesure du possible.

28.4 Du solde disponible après remboursement des dettes de la Société dissoute, le montant des Réserves de Classe sera en premier lieu transféré aux détenteurs des Parts Sociales de la classe concernée. Lesdits montants seront déterminés au prorata de la valeur nominale des Parts Sociales de la classe concernée détenues par chacun.

28.5 Le solde restant après application de l'Article 28.4 sera transmis aux Associés au prorata du montant nominal de leurs détentions.

28.6 La liquidation sera, en outre, soumise aux dispositions concernées du Livre 2, Titre 1 du code civil néerlandais.

Référence de publication: 2014167611/1109.

(140190792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2014.

**Vollupro S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 59.050.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Philippe VERELLEN, homme d'affaires, avec adresse professionnelle chez Champion Chemicals NV (anciennement Wolf Invest NV), G Gilliostraat 52, B-2620 Hemiksem, Belgique,

ici représenté par Monsieur MAX MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle personne comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit leurs déclarations:

I.- Que la société anonyme "Vollupro S.A.", ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 59050, constituée suivant acte reçu par Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage, en date du 18 avril 1997, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 417 du 1<sup>er</sup> août 1997.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par:

- Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage, en date du 05 octobre 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1008 du 29 décembre 1999

- Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 13 mai 2014, publié au Mémorial C numéro 2102 du 8 août 2014

II.- Que le capital social de la société s'élève actuellement à la somme de quatre millions cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (4'187'500,-EUR), représenté par quarante et un mille huit cent soixante-quinze (41'875) actions sans désignation de valeur nominale.

III.- Que le comparant est devenu propriétaire de toutes les actions de la susdite société "Vollupro S.A."

IV.- Que l'activité de la société "Vollupro S.A." a cessé et que le comparant, en tant que seule et unique associé de la Société ("Associé unique") prononce la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

V. Que l'Associé unique déclare avoir pleine connaissance des statuts de la Société et qu'il connaît parfaitement la situation financière de la Société.

VI. Que l'Associé unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé et que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné.

VII. Que l'Associé unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour au prorata de sa participation dans la Société

VIII. Que, partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

IX.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

X.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la société dissoute.

XI.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

#### *Frais*

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à 1.250,-EUR euros, sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 septembre 2014. Relation GRE/2014/3766. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014150479/54.

(140171397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

#### **Arthur Welter SCI, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 9, Nicolas Brosius.

R.C.S. Luxembourg E 637.

L'an deux mille quatorze, le dix septembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

Ont comparu:

1. Monsieur Arthur WELTER, industriel, demeurant à L-1641 Luxembourg, 4, rue Nicolas Gredt, ici représenté par Madame Stéphanie PACHE, prédite, en vertu d'un pouvoir sous seing-privé lui délivré à Mamer, le 19 juin 2014;

2. Madame Marie-José IHRY, employée privée, demeurant à L-1641 Luxembourg, 4, rue Nicolas Gredt, ici représentée par Madame Stéphanie PACHE, prédite, en vertu d'un pouvoir sous seing-privé lui délivré à Mamer, le 19 juin 2014;

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, agissant en leur qualité d'associés uniques représentant l'intégralité du capital social de la société civile immobilière «ARTHUR WELTER SCI», avec siège social à L-1641 Luxembourg, 4, rue Nicolas Gredt, immatriculée sous le numéro E637,

constituée par acte notarié passé par-devant Maître Frank Molitor, alors de résidence à Mondorf, en date du 26 septembre 195, publié au Mémorial C numéro 612 de 1995,

ont requis le notaire d'acter la résolution suivante:

#### *Unique résolution*

Les associés décident à l'unanimité de transférer le siège social de Luxembourg vers L-3372 Leudelange, 9, rue Nicolas Brosius et de modifier par conséquent l'article 4 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Leudelange. ».

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Stéphanie PACHE, Pierre PROBST.

*Déclaration*

Le notaire soussigné déclare que la «ARTHUR WELTER SCI» est propriétaire des immeubles suivants:

- Commune de Luxembourg, section HOD de Cessange -			
Numéro	lieu-dit	Nature	Contenance
274/3402	«rue des Champs»	place	8,24 ares
274/3403	même lieu-dit	place	7,95 ares
- Commune de Leudelange, section A de Leudelange -			
585/7123	«Auf dem Staaterweg»	place	40,91 ares
586/7128	même lieu-dit	place	73,92 ares
594/712	«rue Nicolas Brosius »	place (occupée)	375,62 ares

bâtiment à usage mixte, industriel ou artisanal

Signé: Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 12 septembre 2014. Relation: DIE/2014/11411. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

Référence de publication: 2014151371/46.

(140173284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

**True Energy Solar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 111, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 159.917.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151282/9.

(140172122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Brixton 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.912.

*Extrait des résolutions écrites de l'Associé unique en date du 30 septembre 2014*

En date du 30 septembre 2014, l'Associé unique de la société Brixton 1 S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide d'accepter les démissions avec effet immédiat de Monsieur Ralf Remer.
2. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Sorin Sandulescu, né le 23 janvier 1984 à Constanta (Roumanie), demeurant professionnellement au 44, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151415/15.

(140173382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

**Brixton 3 Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.795.

*Extrait des résolutions écrites de l'Associé unique en date du 30 septembre 2014*

En date du 30 septembre 2014, l'Associé unique de la société Brixton 3 S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide d'accepter les démissions avec effet immédiat de Monsieur Ralf Remer.
2. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Sorin Sandulescu, né le 23 janvier 1984 à Constanta (Roumanie), demeurant professionnellement au 44, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151417/15.

(140173380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

---

**BCCS 2 Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.419.

—  
*Extrait des résolutions écrites de l'Associé unique en date du 30 septembre 2014*

En date du 30 septembre 2014, l'Associé unique de la société BCCS 2 S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide d'accepter les démissions avec effet immédiat de Monsieur Ralf Remer.
2. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Sorin Sandulescu, né le 23 janvier 1984 à Constanta (Roumanie), demeurant professionnellement au 44, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151423/15.

(140173384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

---

**EIG Sete Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 30.000,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 167.466.

—  
- Le limited partnership préalablement dénommé TCW ENERGY FUND XIV, L.P., ayant son siège social au 160, Greentree Drive, étage Suite 101, USA, 19904 Dover, Delaware, associé de la société, est désormais dénommé «EIG ENERGY FUND XIV, L.P.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013

- Le limited partnership préalablement dénommé TCW ENERGY FUND XIV-A, L.P., un limited partnership ayant son siège social au 160, Greentree Drive, étage Suite 101, USA, 19904 Dover, Delaware, associé de la société, est désormais dénommé «EIG ENERGY FUND XIV-A, L.P.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013

- Le limited partnership préalablement dénommé TCW ENERGY FUND XIV-B, L.P., un limited partnership ayant son siège social au 160, Greentree Drive, étage Suite 101, USA, 19904 Dover, Delaware, associé de la société, est désormais dénommé «EIG ENERGY FUND XIV-B, L.P.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013.

- Le limited partnership préalablement dénommé TCW ENERGY FUND XIV (CAYMAN), L.P., un limited partnership ayant son siège social au 4<sup>ème</sup> étage, bâtiment Century Yard, Cricket Square, Hutchinson Drive, Grand Cayman, KY1-1111, Cayman Islands, associé de la société, est désormais dénommé «EIG ENERGY FUND XIV (CAYMAN), L.P.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013.

- Le limited partnership préalablement dénommé ENERGY FUND XV, L.P., ayant son siège social au 160, Greentree Drive, étage Suite 101, USA, 19904 Dover, Delaware, associé de la société, est désormais dénommé «EIG ENERGY FUND XV, L.P.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013

- Le limited partnership préalablement dénommé ENERGY FUND XV-A, L.P., ayant son siège social au 160, Greentree Drive, étage Suite 101, USA, 19904 Dover, Delaware, associé de la société, est désormais dénommé «EIG ENERGY FUND XV-A, L.P.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013

- Le limited partnership préalablement dénommé ENERGY FUND XV-B, L.P., ayant son siège social au 160, Greentree Drive, étage Suite 101, USA, 19904 Dover, Delaware, associé de la société, est désormais dénommé «EIG ENERGY FUND XV-B, L.P.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013.

- Le limited partnership préalablement dénommé ENERGY FUND XV (CAYMAN), L.P., ayant son siège social au 4<sup>ème</sup> étage, bâtiment Century Yard, Cricket Square, Hutchinson Drive, Grand Cayman, KY1-1111, Cayman Islands, associé de la société, est désormais dénommé «EIG ENERGY FUND X V (CAYMAN), L.P.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013.

- Le limited partnership préalablement dénommé TEP Debt Holdings Offshore, Ltd., ayant son siège social au 4<sup>ème</sup> étage, bâtiment Century Yard, Cricket Square, Hutchins Drive, Grand Cayman, KY1-1111, Cayman Islands, associé de la société, est désormais dénommé «Gateway Debt Holdings Offshore, Ltd.» avec effet au 1<sup>er</sup> février 2013.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Signature

Les mandataires

Référence de publication: 2014151512/39.

(140172986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

---

**Lux Direct PDI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 280.630,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.677.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151642/10.

(140172996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

---

**InConLux Innenausbau s.a., Société Anonyme.**

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 15, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 161.346.

---

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152126/9.

(140174137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

---

**Inowatio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8545 Niederpallen, 13, rue de Reichlange.

R.C.S. Luxembourg B 144.727.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152123/9.

(140173628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

---

**L.C.B.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 10, rue de Wilwerdange.

R.C.S. Luxembourg B 167.504.

---

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152887/9.

(140173875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

---

**Frontier S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 136.011.

---

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014152778/10.

(140174863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

---